Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DU HAUT-RHIN

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PRÉFECTURE

## N°50 du 1er août 2019

## Sommaire


## PRÉFECTURE

### Cabinet

Arrêté du 30 juillet 2019 portant attribution d'une subvention du FIPD au titre de l'année 2019 à la commune de Colmar **4**

Arrêté du 31 juillet 2019 portant autorisation d'organiser la manifestation automobile intitulée « 19ème slalom des trois frontières » les 17 et 18 août 2019 **8**

### Sous-préfecture de Mulhouse

Arrêté du 19 juillet 2019 portant transfert des voies privées ouvertes à la circulation publique « rue du château » « rue de Meilhan » « rue des primevères » « rue du Ried » dans le domaine public communal de Hagenthal-le-Bas **12**

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Récépissé de dépôt de dossier de déclaration donnant accord pour commencement des travaux concernant le rejet des eaux pluviales du lotissement Via Romana – commune de Horbourg-Wihr – dossier n° 68-2019-00095 du 24 juillet 2019 **19**

Arrêté du 26 juillet 2019 portant constitution de la commission départementale d'orientation agricole (CDOA) **22**

Arrêté du 29 juillet 2019 – 104 - BR relatif à la mise à disposition du public du projet de plan de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE) des infrastructures de transports terrestres de l'Etat dans le département du Haut-Rhin **26**

Arrêté du 29 juillet 2019 – 00105 – BSRC modifiant l'arrêté du 2 avril 2019 – 0037 – BSRC portant attribution de subventions dans le cadre du plan départemental d'actions de sécurité routière 2019 **29**

Arrêté du 31 juillet 2019 – 00106 - ER modifiant l'arrêté préfectoral n° 2013086-0013 du 27 mars 2013 portant autorisation d'exploiter un établissement chargé d'animer les stages de sensibilisation à la sécurité routière dénommé Mon Automobile Club **31**

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE ET DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

Arrêté 2019/DDCSPP/IS n° 98 du 31/07/2019 portant agrément de l'association Union Départementale des Associations Familiales du Haut-Rhin (UDAF) **33**

## AGENCE REGIONALE DE SANTE

Arrêté n° 148/2019/ARS/SE du 17 juillet 2019 portant autorisation à la SCEA WICKERSHEIM d'utiliser le forage BSS000YWCB/03422X0109 en vue d'alimenter un local de transformation de fruits et légumes et des logements, 12/14 rue de Ribeauvillé à OSTHEIM **35**

Arrêté ARS n° 2019-2179 du 25 juillet 2019 portant transfert des compétences de la commission administrative paritaire départementale n° 3 du Haut-Rhin à la commission administrative paritaire départementale n° 3 du Bas-Rhin **39**

Arrêté ARS/DT Haut-Rhin n° 2019/2189 du 29 juillet 2019 fixant le tableau de garde départementale des ambulanciers pour le mois d'août 2019 **41**

## DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES DE L'EST

Arrêté n° 2019-DIR-Est-SPR-68-004 du 30 juillet 2019 portant réglementation permanente de la circulation sur la route nationale n° 59 **52**

Arrêté n° 2019-DIR-Est-S-68-071 du 30 juillet 2019 portant réglementation de la circulation au droit d'un chantier non courant sur le réseau autoroutier national, hors agglomération – A35/RN83 : réhabilitation de chaussée – A35 : purges et entretien de chaussée – chantier « Colmar plage » **56**

Arrêté n° 2019-DIR-Est-S-68-079 du 30 juillet 2019 portant réglementation de la circulation au droit d'un chantier non courant sur le réseau autoroutier national, hors agglomération – A35 : restructuration de la plateforme douanière de Saint-Louis – aménagement de la bretelle de sortie depuis A35 – modificatif **60**

Arrêté n° 2019/DIR-Est/DIR/SG/AJ/68-03 du 1er août 2019 portant subdélégation par M. Erwan LE BRIS, directeur interdépartemental des routes – Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national, et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénale et administratives **64**

## PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE - DIRECTION INTERREGIONALE GRAND-EST

Arrêté du 29 juillet 2019 portant notification de la décision d'autorisation budgétaire et fixation du prix de journée 2019 de l'internat du foyer Marie-Pascale Péan à Mulhouse **69**

Arrêté du 29 juillet 2019 portant notification de la décision d'autorisation budgétaire et fixation du prix de journée 2019 de l'accueil de jour du foyer Marie-Pascale Péan à Mulhouse **72**

Arrêté du 30 juillet 2019 portant notification de la décision d'autorisation budgétaire et fixation du prix de journée 2019 du service d'action éducative en milieu ouvert avec hébergement périodique ou exceptionnel (AEMOH) de l'association ARSEA à Mulhouse **75**

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PRÉFET DU HAUT-RHIN**

# Arrêté du 30 juillet 2019

## portant attribution d'une subvention du FIPD au titre de l'année 2019

**LE PREFET DU HAUT-RHIN**
**Chevalier de la Légion d'Honneur**
**Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** la loi organique n°2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances, notamment son article 44 ;

**VU** le code de commerce, notamment son article L. 612-4 ;

**VU** la loi n°96-314 du 12 avril 1996, notamment son 43-IV ;

**VU** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10 ;

**VU** la loi n°2007-297 du 5 mars 2007 modifiée relative au fonds interministériel pour la prévention de la délinquance, notamment son article 5 ;

**VU** la loi n°2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique, notamment son article 18 ;

**VU** la loi n°2017-1510 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme, notamment son article 6 ;

**VU** la loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019;

**VU** la loi du 30 juillet 2018 relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique ;

**VU** le décret-loi du 2 mai 1938, notamment son article 14 ;

**VU** le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, notamment son article 1er ;

**VU** le décret du 23 août 2016, paru au journal officiel du 24 août 2016, portant nomination de M. Laurent TOUVET, préfet du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 19 septembre 2016 ;

**VU** le décret n°2016-1971 du 28 décembre 2016 précisant les caractéristiques du formulaire unique de demande de subvention des associations ;

**VU** le décret n° 2017-779 du 5 mai 2017 relatif à l'accès sous forme électronique aux données essentielles des conventions de subvention ;

**VU** le décret n°2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 ;

le décret n°2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'Etat pour des

**VU** projets d'investissement se substituant au décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 modifié relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement;

**VU** l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**VU** l'arrêté du 17 novembre 2017 relatif aux conditions de mises à disposition des données essentielles des conventions de subvention ;

**CONSIDÉRANT** la demande de subvention déposée le 18 juin 2019 par la commune de COLMAR pour la réalisation de l'investissement suivant : « Mise en place d'un système de vidéoprotection urbaine » ;

**CONSIDÉRANT** que le préfet est chargé dans le département de mettre en œuvre les politiques publiques de prévention de la délinquance et de la radicalisation, et que le projet présenté y contribue,

# ARRETE

**Article 1** Il est attribué une subvention au titre du fonds interministériel de prévention de la délinquance à la commune de COLMAR pour la mise en place d'un système de vidéoprotection urbaine.
Le coût prévisionnel de l'opération s'élève à : 213 567 €.

La subvention accordée au titre du FIPD s'élève à 45 000 € (quarante cinq mille euros) et correspond à 30 % de la base éligible des opérations de dépenses.

Le projet est le suivant : équipement de 8 emplacements comportant l'acquisition de 10 caméras de vidéoprotection avec un co-financements sur fonds propres de la commune.

- 2 Parking manufacture
- 1 intersection pont rouge
- 1 route d'Ammerschwir
- 1 route d'ingersheim
- 1 rue de Londres
- 1 rue Jacques Preiss
- 1 place 6 montagnes
- 2 Montagne verte

Le projet doit être achevé au plus tard le 31/12/2019.

**Article 2** La subvention fera l'objet d'un versement en deux temps :

- 9 000 € soit 20 % dès production d'une attestation de démarrage des travaux signée du maître d'ouvrage,
- 36 000 € soit 80 % à la production d'une attestation d'exécution des travaux (achèvement) signée du maître d'ouvrage - suite à la visite sur les lieux des installations faisant l'objet des travaux visés à l'article 1 - accompagnée :

- **d'un décompte final des dépenses réellement effectuées** (tableau récapitulatif des dépenses engagées + cerfa financier et copies des factures engagées ),
- de la liste des aides publiques perçues et de leur montant respectif.

Le compte-rendu d'exécution des dépenses ou état récapitulatif des dépenses devra être certifié et signé par la personne habilitée à représenter le porteur de projet, et le cas échéant, par son expert-comptable.

**Article 3** Cette dépense est imputée sur les crédits ouverts sur le programme 216 *« Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur »* de la manière suivante :

- UO 0216- Programme S
- Domaine fonctionnel : 0216-10-03
- Code d'activité 0216081003A3

Les versements sont effectués sur le compte de la commune de COLMAR selon les procédures comptables en vigueur :

Nom du titulaire du compte : Banque de France
Banque ou centre : Trésorerie de Colmar Municipale
Code banque : 30001
Code Guichet : 00307
Numéro de compte : C6800000000
Clé RIB : 91
L'ordonnateur de la dépense est le préfet du Haut-Rhin . Le directeur régional des finances publiques de la région Grand Est, est le comptable assignataire chargé des paiements.

**Article 4** Le projet fera l'objet d'un ordre de service du maître d'ouvrage valant commencement des travaux dans un délai de **6 mois** à compter de la notification du présent arrêté. À défaut, le présent arrêté sera abrogé.

Le projet sera achevé davant le 31/12/2019 conformément à l'article 1 du présent arrêté.
Si, à cette date, le projet, l'opération ou la phase d'opération au titre duquel la subvention a été accordée n'a reçu aucun commencement d'exécution, le préfet du Haut-Rhin

constate la caducité de l'arrêté et exige le remboursement total ou partiel de la subvention versée.

A l'exécution du projet, le porteur de projet fait parvenir au préfet du Haut-Rhin l'attestation d'achèvement des travaux signée du maître d'ouvrage - suite à la visite sur les lieux des installations faisant l'objet des travaux visés à l'article 1 - accompagnée d'un décompte final des dépenses réellement effectuées (compte-rendu d'exécution des dépenses) et de la liste des aides publiques perçues et de leur montant respectif.

Le préfet du Haut-Rhin exige également le reversement total ou partiel de la subvention versée :

- si l'objet de la subvention ou l'affectation de l'investissement subventionné ont été modifiés sans autorisation,
- s'il a connaissance ou qu'il constate un dépassement du montant des aides publiques perçues au titre du projet[i] ;
- et, le cas échéant, si le projet n'est pas réalisé au terme du délai prévisionnel d'achèvement de l'opération mentionné *supra* ou si le bénéficiaire n'a pas respecté les obligations mentionnées à l'article 2.

La subvention pourra enfin être minorée en cas de sous exécution du budget du projet constatée dans le compte-rendu financier. En cas de réalisation non conforme au projet subventionné ou en l'absence de justification de la réalisation de l'investissement dans les délais prescrits, le présent arrêté sera abrogé et les sommes déjà versées seront recouvrées conformément à l'article 43-IV de la loi n°96-314 du 12 avril 1996.

**Article 5** En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre du projet, le bénéficiaire est tenu d'en informer sans délai le *préfet du Haut-Rhin* .par lettre recommandée avec accusé de réception.

**Article 6** En cas de non-présentation des pièces justificatives de dépenses, d'inexécution partielle ou totale, de modification substantielle du projet subventionné ou de retard significatif dans sa mise en œuvre, la subvention attribuée peut être réduite ou supprimée. Le cas échéant, il peut être ordonné le reversement de tout ou partie de la somme versée au bénéficiaire, conformément à l'article 43-IV de la loi n°96-314 du 12 avril 1996.

Tout refus de communication ou toute communication tardive des documents mentionnés aux articles 2 et 4 pourra entraîner la suppression de la subvention en application de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945 et du décret-loi du 2 mai 1938.

**Article 7** Jusqu'à la date d'achèvement du projet figurant à l'article 1, un contrôle sur pièces et sur place peut être réalisé. Le bénéficiaire facilite l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément au présent article 6.

**Article 8**

Le directeur de cabinet du préfet du Haut-Rhin, le directeur régional des finances publiques de la région Grand Est, comptable assignataire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée au bénéficiaire.

Fait à Colmar, le 30/07/2019

Le préfet,

SIGNE

Laurent TOUVET

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU HAUT-RHIN

**CABINET DU PREFET**
Bureau de la sécurité routière

# A R R Ê T É du 31 juillet 2019

## portant autorisation d'organiser la manifestation automobile intitulée « 19ème slalom des trois frontières » les 17 et 18 août 2019

LE PRÉFET

*Chevalier de la Légion d'Honneur*
*Officier de l'Ordre national du Mérite*

**VU** le code de la route ;

**VU** le code du sport ;

**VU** le décret n°2017-1279 du 09 août 2017 portant simplification de la police des manifestations sportives ;

**VU** le décret du 20 janvier 2014, paru au JO du 21 janvier 2014, portant nomination de M. Christophe MARX, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 5 février 2014 ;

**VU** le décret n°2017-1845 du 29 décembre 2017 relatif à l'expérimentation territoriale d'un droit de dérogation reconnu au préfet notamment dans le domaine des activités sportives ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2016 portant délégation de signature à Monsieur Christophe MARX, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin ;

**VU** la demande présentée le 14 mai 2019 par l'ASA Mulhouse Sud Alsace, représentée par M. Marc KESSLER, en vue d'obtenir l'autorisation d'organiser les 17 et 18 août 2019 une manifestation automobile intitulée « 19ème slalom des Trois Frontières » ;

**VU** le règlement particulier validée par la FFSA ;

**VU** l'arrêté municipal N°332/2019 du maire de Sausheim, portant restriction de circulation et de stationnement pour l'organisation du 19ème slalom des Trois Frontières ;

**VU** la consultation des membres de la commission départementale de sécurité routière – section épreuves et compétitions sportives – lors de sa séance du 18 juin 2019 ;

**VU** l'attestation d'assurance n° B1921RT000050T souscrite le 23 juin 2019 par l'ASA Mulhouse Sud Alsace auprès des assurances LESTIENNE dans le cadre de la manifestation susvisée, garantissant sa responsabilité civile ;

**Considérant** que le retour de l'instruction réglementaire menée est favorable et permet de conclure que le déroulement de cette manifestation peut avoir lieu avec les garanties de sécurité requises tant pour les participants que pour le public et les tiers ;

**SUR** proposition de M. le sous-préfet, secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin,

**A R R Ê T E**

Article 1 : L'ASA Mulhouse Sud Alsace, représentée par M. Marc KESSLER, est autorisée à organiser les samedi 17 et dimanche 18 août 2019, une manifestation automobile intitulée **« 19ème slalom des Trois Frontières ».**

Le règlement particulier, le plan du parcours, l'arrêté de réglementation temporaire de la circulation ainsi que les attestations de présence des secours sont annexés au présent arrêté.

Article 2 : **Cette autorisation est accordée sous réserve de la stricte observation des textes réglementaires précités et des RTS de la fédération française de sport automobile s'agissant d'une manifestation de type « slalom »**.

Les participants sont assurés contre les risques liés au déroulement de chaque manifestation par une police d'assurance souscrite par l'organisateur.

Article 3 : L'organisateur vérifie que les véhicules de compétition répondent aux normes techniques réglementaires afin de limiter au maximum les nuisances sonores. Les documents relatifs à la circulation des véhicules sont disponibles et à jour et les règles d'équipement des voitures sont respectées.

L'organisateur veille à la validité des licences des pilotes. La présentation d'un certificat médical daté de moins d'un an, de non contre-indication à la pratique du sport automobile en compétition, est obligatoire pour les non-licenciés.

Article 4 : L'itinéraire de la course est gardé au départ, à l'arrivée et en différents points du parcours. Les commissaires de course sont placé à ces différents endroits ils sont visibles l'un de l'autre et deux commissaires sont présents sur chaque poste.

Ils interdisent l'accès du circuit pendant l'évolution des véhicules et sont reliés par radio ou téléphoniquement au point de départ afin que la manifestation puisse immédiatement être arrêtée en cas d'accident. Ils sont en possession du présent arrêté, portent un gilet de sécurité et leurs postes sont dotés d'extincteurs.

Article 5 : L'organisateur s'assure de la parfaite conformité et protection des zones spectateurs et de la séparation stricte de la circulation des spectateurs et des coureurs.

Le parcours est entièrement clos et accessible au public par des barrières et du grillage. L'organisateur veille à ce que le public soit constamment contenu dans les zones qui lui sont réservées autour du circuit. Des panneaux portant la mention "*Interdit au public*" sont apposés aux endroits appropriés.

En aucun moment et en aucun endroit, il n'est possible aux spectateurs de franchir les dispositifs de sécurité et de se rendre sur le terrain sur lequel se déroule la manifestation.

L'accès aux stands réservés aux coureurs est interdit au public.

Article 6 : Le dispositif de sécurité et de protection du public est identique à celui prévu pour les participants. Il est conforme à celui présenté dans la demande d'autorisation et comprend notamment un médecin, une ambulance et une équipe sécurité et compétition.

L'organisateur prend les dispositions pour dépêcher rapidement des secouristes en cas d'accident.
Une liaison téléphonique est mise en place, permettant d'alerter les secours depuis le lieu de l'épreuve. Le centre de secours le plus proche est prévenu du début et de la fin de l'épreuve.

Article 7 : Il est interdit de poser des panneaux et de coller des affiches dans l'emprise du domaine public et en particulier sur les panneaux de signalisation ou sur les arbres. L'usage de clous dans les arbres est interdit. Le jet de tracts, journaux, prospectus ou produits quelconques est rigoureusement interdit.

La peinture utilisée pour le marquage éventuel des chaussées devra avoir disparu, soit naturellement soit par le soin des organisateurs, au plus tard 24 heures après le passage de l'épreuve. Seule la peinture à l'eau est autorisée.

A l'issue de la manifestation, l'organisateur veille au nettoyage des voies utilisées par la manifestation et de leurs abords et enlève les panneaux et banderoles signalétiques ainsi que les barrières ayant servi à matérialiser et interdire au public les échappatoires.

Article 8 : L'autorisation de l'épreuve sportive peut être rapportée à tout moment par l'autorité de gendarmerie si les conditions de sécurité ne se trouvent pas remplies ou si les mesures prévues pour la protection du public ou des concurrents par le règlement particulier de l'épreuve ne sont pas respectées.

Article 9 : La société organisatrice est responsable au point de vue civil et pénal de tout accident qui pourrait survenir pendant et à l'occasion de la compétition.

Article 10 : Les frais du service d'ordre sont mis à la charge des organisateurs ainsi que tous les frais nécessités par la mise en place des dispositifs destinés au maintien de l'ordre et de la sécurité.

Article 11 : L'organisateur s'assure régulièrement et notamment avant le début de la manifestation auprès de Météo France, des conditions météorologiques prévues pendant les heures de cette manifestation en consultant :

- 08 99 71 02 68 (météo du département)
- 08 92 68 08 08 (le portail météo)
- le site Internet : www.meteo.fr, www.inforoute68.fr

Il prend toutes décisions et toutes dispositions utiles si les prévisions météorologiques ne lui paraissent pas compatibles avec les activités envisagées.

Article 12 : Faute par l'organisateur de s'être conformé aux prescriptions ci-dessus, il sera mis obstacle à la manifestation ou à toute manifestation sportive ultérieure, sans préjudice, s'il y a lieu des pénalités plus graves prévues par les lois et règlements en vigueur.

Article 13 :

- Le maire de Sausheim,
- Le colonel commandant le groupement de gendarmerie du Haut-Rhin,
- Le directeur départemental des services d'incendie et de secours,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

- au président de l'ASA Mulhouse Sud Alsace

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

***Signé***

Christophe MARX

Délais et voies de recours :
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois suivant sa notification ou sa publication pour les tiers intéressés, auprès du Tribunal Administratif de Strasbourg. Il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai auprès de Monsieur le Préfet. Le silence gardé par l'autorité préfectorale pendant deux mois équivaut à un rejet et ouvre un nouveau délai de deux mois pour un éventuel recours contentieux.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU HAUT-RHIN

**PREFECTURE DU HAUT-RHIN**
**SOUS-PREFECTURE DE MULHOUSE**
Bureau des affaires communales
et de la réglementation
Affaire suivie par Lucie OUDOT

**ARRETE**
**du** 19 juillet 2019

portant transfert des voies privées ouvertes à la circulation publique « rue du château », «rue de Meilhan », « rue des primevères » et « rue du Ried » dans le domaine public communal de la commune de Hagenthal-le-Bas

---

**LE PREFET DU HAUT-RHIN**
**Chevalier de la Légion d'Honneur**
**Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 318-3 et L. 318-4, R. 318-10 et R. 318-11 ;

**VU** le code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles L. 134-1 et R. 134-5 à R 134-14 ;

**VU** le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 141-3, L 162-5, R141-4 et suivants, R 162-2 ;

**VU** le décret du 23 août 2016 portant nomination de Monsieur Laurent TOUVET en qualité de préfet du Haut-Rhin ;

**VU** l'arrêté du 20 septembre 2016 portant délégation de signature à M. Christophe MARX, secrétaire général de la Préfecture du Haut-Rhin ;

**VU** la délibération du 31 janvier 2019 du conseil municipal de la commune de Hagenthal-le-Bas autorisant le maire à ouvrir l'enquête publique préalable au classement d'office dans le domaine public routier communal et sans indemnité des voies privées suivantes ouvertes à la circulation publique : rue du Château, rue de Meilhan, rue des Primevères et rue du Ried ;

**VU** l'arrêté n° 06/2019 du maire de Hagenthal-le-Bas du 5 mars 2019 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable à l'incorporation d'office sans indemnité dans le domaine public routier communal des voies privées précitées, pour la période du 23 avril 2019 au 7 mai 2019 ;

**VU** le certificat d'affichage de l'avis d'enquête, dressé par le maire de Hagenthal-le-Bas le 8 mai 2019 ;

**VU** les insertions dans la presse (« L'Alsace » les 5 avril 2019 et 26 avril 2019 et « Le journal des ménagères » les 7 avril 2019 et 28 avril 2019) ;

**VU** le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur du 3 juin 2019 :
- avis favorable au transfert d'office, sans indemnité, dans le domaine public communal des voiries :
  . rue du Ried (parcelle section 11 n° 66)
  . rue des Primevères (parcelles section 11 n° 159/31 et 160/31)

. rue du Château et rue de Meilhan (parcelle section 6 n° 166 ; parcelle section 2 n° 116 et parcelle section 3 n° 129)

**VU** les oppositions formulées par certains riverains intéressés par le projet ;

**VU** la demande du 9 juillet 2019 du maire de Hagenthal-le-Bas sollicitant le transfert des voies privées précitées dans le domaine public routier communal ;

**Considérant** que les voies privées dont il s'agit, constituent des voies ouvertes à la circulation publique au sens des dispositions susvisées du code de l'urbanisme ;

**Considérant** que, dans le cadre de l'enquête publique sur le transfert d'office de ces voies privées dans le domaine public de la commune, qui s'est déroulée du 23 avril 2019 au 7 mai 2019, certains propriétaires intéressés ont fait connaître leur opposition au projet ; qu'il appartient dès lors au préfet de se prononcer sur ce transfert d'office ;

**Considérant** l'avis favorable du commissaire enquêteur ;

**Considérant** que le classement de ces voies privées ouvertes à la circulation publique dans le domaine public permettra à la commune de Hagenthal-le-Bas de continuer à intervenir légalement pour leur entretien, leur réhabilitation et la sécurité des riverains et des usagers ;

## ARRETE

**ARTICLE 1** : Est prononcé le transfert d'office sans indemnité, dans le domaine public de la commune de Hagenthal-le-Bas, des voies privées suivantes ouvertes à la circulation publique :

- rue du Ried (parcelle section 11 n° 66)
- rue des Primevères (parcelles section 11 n° 159/31 et 160/31)
- rue du Château et rue de Meilhan (parcelle section 6 n° 166 ; parcelle section 2 n° 116 et parcelle section 3 n° 129)

**ARTICLE 2** : Lesdites voies sont, à compter de la date du présent arrêté, incorporées et classées dans le domaine public de la commune Hagenthal-le-Bas.

**ARTICLE 3** : Les limites des voies transférées figurent aux plans annexés au présent arrêté.

**ARTICLE 4** : Les parcelles concernées par ce classement sont désignées dans les plans et les états parcellaires annexés au présent arrêté :

**ARTICLE 5** : La présente décision éteint, par elle-même et à compter de sa date, tous droits réels et personnels existant sur les biens transférés.

**ARTICLE 6** : Le présent arrêté ainsi que ses annexes seront :

- notifiés aux propriétaires intéressés
- affichés en mairie de Hagenthal-le-Bas pendant deux mois. Le maire établira le certificat d'affichage correspondant à l'issue de ce délai.
- publiés par les soins du maire au livre foncier ;
- insérés au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**ARTICLE 7** : Le préfet du Haut-Rhin, le directeur départemental des Finances Publiques du Haut-Rhin et le maire de Hagenthal-le-Bas sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie de Hagenthal-le-Bas et publié au recueil des actes de la préfecture.

Fait à Colmar, le 19 juillet 2019

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général absent,
Le sous-préfet de Mulhouse suppléant,

Signé :

Jean-Noël CHAVANNE

**Délais et voies de recours :**
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois suivant sa notification ou sa publication pour les tiers intéressés, auprès du Tribunal Administratif de Strasbourg. Il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai auprès de M. le Préfet. Le silence gardé par l'autorité préfectorale pendant deux mois équivaut à un rejet et ouvre un nouveau délai de deux mois pour un éventuel recours contentieux.

# ANNEXES

Département :
HAUT RHIN

Commune :
HAGENTHAL-LE-BAS

Section : 6
Feuille : 000 6 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1500

Date d'édition : 20/05/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC48
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

PLAN DE SITUATION

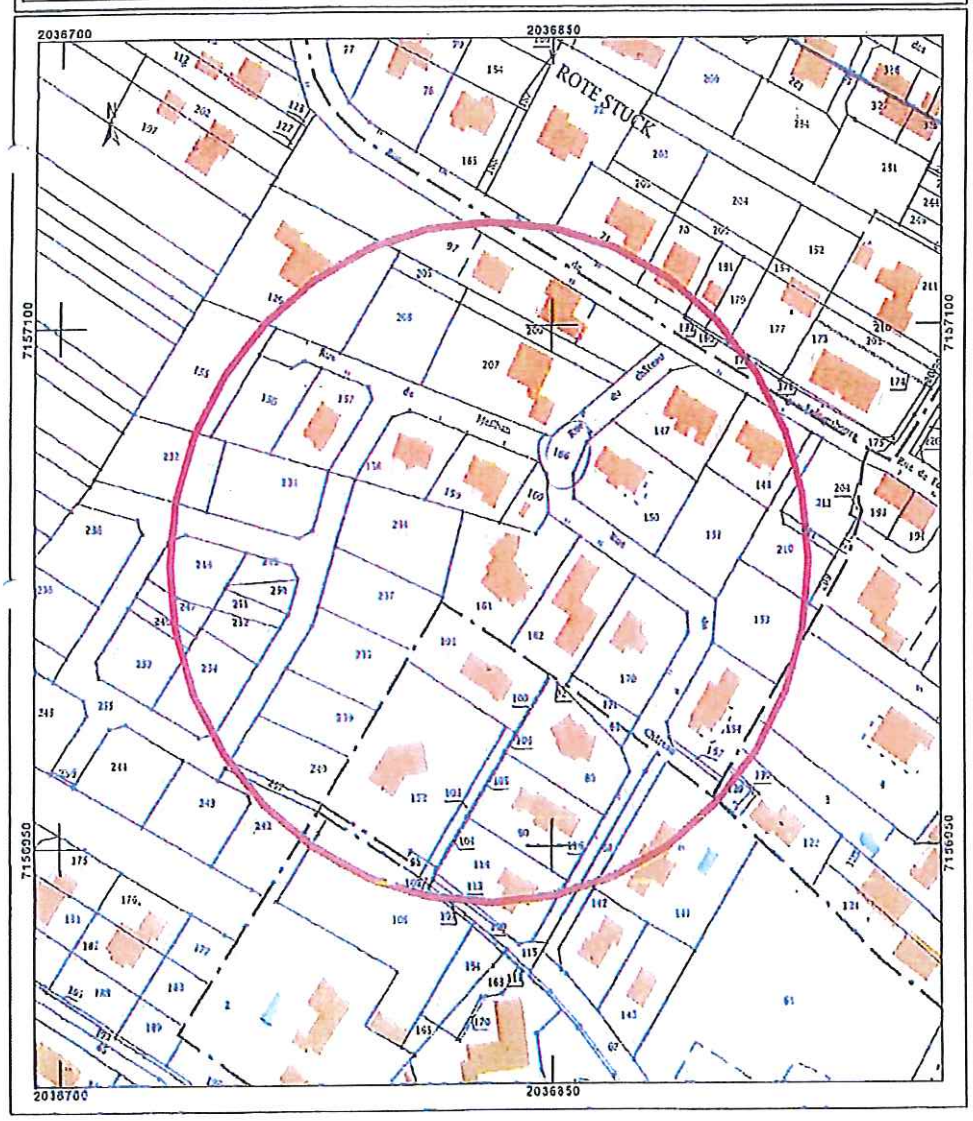
Rue du Chateau
Rue du Meichan

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
CENTRE DES IMPOTS FONCIER
CADASTRE CITE
ADMINISTRATIVE BAT. C 68085
68085 MULHOUSE CEDEX
tél 03 69 33 32 14 - fax 03 69 33 32 13

cdif.mulhouse@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Département :
HAUT RHIN

Commune :
HAGENTHAL-LE-BAS

Section : 11
Feuille : 000 11 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 20/05/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC48
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

PLAN DE SITUATION

Rue du RIED

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
CENTRE DES IMPOTS FONCIER
CADASTRE CITE
ADMINISTRATIVE BAT. C 68085
68085 MULHOUSE CEDEX
tél. 03 89 33 32 14 -fax 03 89 33 32 19

cdif.mulhouse@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr

Département :
HAUT RHIN

Commune :
HAGENTHAL-LE-BAS

Section : 11
Feuille : 000 11 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 09/05/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC48
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

PLAN DE SITUATION

Rue des Primevères

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
CENTRE DES IMPOTS FONCIER
CADASTRE CITE
ADMINISTRATIVE BAT. C 68085
68085 MULHOUSE CEDEX
tél. 03 69 33 32 14 - fax 03 69 33 32 13

cdif.mulhouse@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr

## Commune de HAGENTHAL-LE-BAS

## Etat parcellaire

| Lotissement « Le Chemin du Moulin » | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Cadastre | | | Surface en m² | Nature | Identité des propriétaires telle qu'elle résulte Des renseignements cadastraux | Observations |
| Section | N° parcelle | Adresse | | | | |
| 11 | 159/31 | Rue des Primevères<br>68220 Hagenthal-le-Bas | 500 | Voirie | Association Le Chemin du Moulin | N'existe plus |
| 11 | 160/31 | Rue des Primevères<br>68220 Hagenthal-le-Bas | 131 | Voirie | Association Le Chemin du Moulin | N'existe plus |

| AFUA « rue de Folgensbourg » | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Cadastre | | | Surface en m² | Nature | Identité des propriétaires telle qu'elle résulte Des renseignements cadastraux | Observations |
| Section | N° parcelle | Adresse | | | | |
| 6 | 166 | Rues de Meilhan et du Château<br>68220 Hagenthal-le-Bas | 2 326 | Voirie | AFUA « Rue de Folgensbourg » | Dissoute le 18/05/2005 |
| 2 | 116 | Rue du Château<br>68220 Hagenthal-le-Bas | 304 | Voirie | AFUA « Rue de Folgensbourg » | Dissoute le 18/05/2005 |
| 3 | 129 | Rue du Château<br>68220 Hagenthal-le-Bas | 82 | Voirie | AFUA « Rue de Folgensbourg » | Dissoute le 18/05/2005 |

| AFUA « rue du Ried » | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Cadastre | | | Surface en m² | Nature | Identité des propriétaires telle qu'elle résulte Des renseignements cadastraux | Observations |
| Section | N° parcelle | Adresse | | | | |
| 11 | 66 | Rue du Ried<br>68220 Hagenthal-le-Bas | 25 | Voirie | M. Fritz RINCKENBACHER | Décédé le 31/01/1978 |

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU HAUT-RHIN

# RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION DONNANT ACCORD POUR COMMENCEMENT DES TRAVAUX CONCERNANT REJET DES EAUX PLUVIALES DU LOTISSEMENT VIA ROMANA COMMUNE DE HORBOURG-WIHR

DOSSIER N° 68-2019-00095

Le préfet du HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2224-8 ;

Vu le code civil et notamment son article 640 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 mai 2018 portant délégation de signature à Monsieur Thierry GINDRE directeur départemental des territoires du Haut-Rhin ;

Vu l'arrêté n° 2019-199-01 du 18 juillet 2019 portant subdélégation de signature du directeur départemental des territoires du Haut-Rhin ;

Vu le schéma d'aménagement et de gestion des eaux du Ill Nappe Rhin, approuvé le 01 juin 2015 ;

Vu le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 22 juillet 2019, présenté par GESTIMMO PROMOTEUR représenté par Monsieur Jean-Nicolas WACH, enregistré sous le n° 68-2019-00095 et relatif au rejet des eaux pluviales du lotissement Via Romana ;

**donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :**

**GESTIMMO PROMOTEUR**
**4 rue du Docteur Oberkirch**
**67600 SELESTAT**

concernant le **Rejet des eaux pluviales du lotissement Via Romana,** dont la réalisation est prévue sur la commune de HORBOURG-WIHR

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

| Rubrique | Intitulé | Régime |
|---|---|---|
| 2.1.5.0 | Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D) | Déclaration |

**Le déclarant peut débuter son opération dès réception du présent récépissé.** Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration.

Copies de la déclaration et de ce récépissé sont adressées à la mairie de : HORBOURG-WIHR, où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois et à la Commission Locale de l'Eau du SAGE ILL-NAPPE-RHIN pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du HAUT-RHIN durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage à la mairie de la commune de HORBOURG-WIHR, et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible sur le site internet http://www.telerecours.fr. Cette voie de saisine est obligatoire pour les avocats et les personnes morales de droit public autres que les communes de moins de 3 500 habitants.

**Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.**

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé , pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

**A COLMAR, le 24 juillet 2019**

**Pour le Préfet du HAUT-RHIN**
**Le chef du service eau environnement**
**et espaces naturels**

**Signé : Pierre SCHERRER**

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DU HAUT-RHIN

**Direction départementale des territoires**

# ARRÊTÉ

## du 26 juillet 2019
## portant constitution de la commission départementale d'orientation agricole (CDOA)

**LE PRÉFET DU HAUT-RHIN**
***Chevalier de la légion d'honneur***
***Officier de l'ordre national du mérite***

**VU** le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles R313-1, R 313-2 et R313-6,

**VU** le décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives,

**VU** le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement des commissions administratives à caractère consultatif,

**VU** le décret n° 2012-838 du 29 juin 2012 relatif aux élections aux chambres d'agriculture,

**VU** l'arrêté préfectoral du 12 février 2016 portant constitution de la commission départementale d'orientation agricole du Haut-Rhin,

**VU** l'arrêté préfectoral du 29 avril 2019 portant habilitation des organisations syndicales d'exploitants agricoles à être représentées au sein des commissions, comités professionnels ou organismes à vocation agricole,

**CONSIDÉRANT** le résultat des élections de la chambre d'agriculture du Haut-Rhin proclamé le 7 février 2019,

**CONSIDÉRANT** les propositions des diverses organisations consulaires, syndicales, professionnelles et autres organismes ou structures cités par l'article R 313-1,

**SUR** proposition du directeur départemental des territoires du Haut-Rhin,

**ARRÊTÉ**

**<u>Article 1</u>** :

La commission départementale d'orientation agricole du Haut-Rhin (CDOA 68), présidée par monsieur le préfet ou son représentant, concourt à l'élaboration et à la mise en œuvre dans le département des politiques publiques relatives à l'agriculture, à l'agro-industrie et au monde rural.
Elle est informée de l'utilisation des crédits affectés par la communauté européenne, l'Etat et les collectivités territoriales dans ses domaines de compétences.
Elle est consultée sur les priorités de la politique d'orientation des productions agricoles et émet en section spécialisée des avis sur certains types d'aides ou projets d'actes.

**<u>Article 2 :</u>**

La CDOA 68 comprend 33 membres nommés pour une durée de 3 ans renouvelable.

| | **Nature, fonction ou nom du titulaire** | **Nom du représentant** | **Nom du ou des suppléants habituels** |
|---|---|---|---|
| 1 | M. le préfet du Haut-Rhin | M. le préfet, président | M. le directeur départemental des territoires ou son représentant |
| 2 | Le président du conseil régional Grand-Est | M. Laurent WENDLINGER, conseiller régional Grand-Est | - |
| 3 | Le président du conseil départemental du Haut-Rhin ou son représentant | M. Michel HABIG, vice-président du conseil départemental du Haut-Rhin | M. Daniel ADRIAN |
| 4 | Le président de l'association des maires du Haut-Rhin | Monsieur Bernard SACQUEPEE, maire de WICKERSCHWIHR | M. Bernard FLORENCE |
| 5 | Le directeur départemental des territoires du Haut-Rhin | M. le directeur départemental ou son représentant | - |
| 6 | Le directeur des finances publiques du Haut-Rhin | M. Patrick MARSOLLIAU | M. Gilles LALLEMAND |
| 7 | Le représentant de la chambre d'agriculture d'Alsace | M. Denis NASS | Mme Danielle BRAS |
| 8 | Le représentant de la chambre d'agriculture d'Alsace | M. Claude GEBHARD | M. Stéphane GRAPPE |
| 9 | Le représentant de la chambre d'agriculture d'Alsace, au titre des sociétés coopératives agricoles | M. Christophe KETTERER | M. Gilles SCHOEFFEL |
| 10 | Le président de la caisse de mutualité sociale agricole | M. Jean Luc GALLIATH, vice-président de la MSA | M. David HERRSCHER |
| 11 | Le représentant des activités de transformation des produits de l'agriculture, structures non coopératives | Mme Martine BECKER | - |

| | Nature, fonction ou nom du titulaire | Nom du représentant | Nom du ou des suppléants |
|---|---|---|---|
| 12 | Le représentant des activités de transformation des produits de l'agriculture, structures coopératives | M. Patrick SCHIFFMANN | - |
| 13 | Le représentant des organisations syndicales d'exploitants agricoles à vocation générale | M. Pascal WITTMANN, président de la FDSEA 68 | M. Jean GOETZ |
| 14 | Le représentant des organisations syndicales d'exploitants agricoles à vocation générale | M. Sébastien STOESSEL | M. Frédéric MEYER |
| 15 | Le représentant des organisations syndicales d'exploitants agricoles à vocation générale | M. Joël JECKER | M. Vincent DIETMANN |
| 16 | Le représentant des organisations syndicales d'exploitants agricoles à vocation générale | M. Ange LOING, président des JA | M. Patrick MEYER |
| 17 | Le représentant des organisations syndicales d'exploitants agricoles à vocation générale | M. Frédéric SCHERMESSER | M. Julien GSELL |
| 18 | Le représentant des organisations syndicales d'exploitants agricoles à vocation générale | M. Quentin BLANCK | M. Jérôme BAUER |
| 19 | Le représentant des organisations syndicales d'exploitants agricoles à vocation générale | M. François BAUMANN, confédération paysanne | Mme Frédérique GIOVANNI |
| 20 | Le représentant des organisations syndicales d'exploitants agricoles à vocation générale | M. Philippe ILTIS, coordination rurale | M. Jean-Marc KEMPF |
| 21 | Le représentant des salariés agricoles | M. Marc SCHNEIDER | Mme Chantal MAULER/STENTZ |
| 22 | Le représentant de la distributions des produits agro-alimentaires | M. Christophe ARMBRUSTER | M. Michel MICLO |
| 23 | Le représentant de la distributions des produits agro-alimentaires, commerce indépendant | M. Jacques QUESNOT | M. Michel MICLO |
| 24 | Le représentant du financement de l'agriculture | M. Serge HANAUER, CRCA Alsace-Vosges | M. René KAUFFMANN<br>M. Henri BUECHER |

| | Nature, fonction ou nom du titulaire | Nom du représentant | Nom du ou des suppléants |
|---|---|---|---|
| 25 | Le représentant des fermiers-métayers | M. René ZIMPFER | M. Alain ROSENBLATT |
| 26 | Le représentant des propriétaires agricoles | M. François FISCHESSER | Mme Mireille KLEIN |
| 27 | Le représentant de la propriété forestière | M. Jean-François PIERREZ | M. Jean-Marie BATOT |
| 28 | Le représentant de l'association agréée pour la protection de l'environnement | M. Joseph BAUMANN, Alsace nature | Mme Josiane PERICHON |
| 29 | Le représentant de l'association agréée pour la protection de l'environnement | M. Hubert DESAGA, fédération départementale des chasseurs du Haut-Rhin | M. Jean-Luc BOSSERT |
| 30 | Le représentant de l'artisanat | M. Jean-Paul KAEFFER | M. Michel HERRSCHER |
| 31 | Le représentant des consommateurs | Mme Christiane VELINOT | - |
| 32 | Personne qualifiée | Mme Karen SACCARDY, EPLEFPA des sillons de haute Alsace | - |
| 33 | Personne qualifiée | M. Dany SCHMIDT, OPABA | - |

**Article 3** :
La CDOA peut sur décision de son président entendre toute personne extérieure dont l'audition est de nature à éclairer ses délibérations. Les personnes ainsi entendues ne participent pas au vote.

**Article 4** :
L'arrêté préfectoral 12 février 2016 est abrogé.

**Article 5** :
Le secrétariat de la commission est assurée par la direction départementale des territoires.

**Article 6** :
Le fonctionnement de la commission est régi par les articles 3 à 15 du décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 et par les dispositions de son règlement intérieur.

**Article 8** :
Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le Haut-Rhin.

Fait à COLMAR, le 26 juillet 2019

LE PRÉFET,

Signé : Laurent TOUVET

Voie de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Strasbourg dans le délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Haut-Rhin

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU HAUT-RHIN

Direction Départementale des Territoires du Haut-Rhin
Service des Transports, Risques et Sécurité
Bureau gestion de crise, circulation, réglementation, bruit, publicité

# ARRÊTÉ

**29 juillet 2019 – 104 - BR**

***relatif à la mise à disposition du public du projet de Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) des infrastructures de transports terrestres de l'État dans le département du Haut-Rhin (3ème échéance de la directive européenne n° 2002/49/CE)***

**LE PRÉFET DU HAUT-RHIN**
**Chevalier de la Légion d'Honneur**
**Officier dans l'Ordre National du Mérite**

**VU** la directive 2002/49/CE du parlement européen et du conseil de l'union européenne du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et la gestion du bruit dans l'environnement ;

**VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L.572-1 à L.572-11 et R.572-1 à R.572-11 transposant cette directive ;

**VU** l'arrêté ministériel du 4 avril 2006 relatif à l'établissement des cartes de bruit et de plan de prévention du bruit dans l'environnement ;

**Vu** la note technique du 21 septembre 2018 relative à l'arrêt et publication des cartes de bruit et plans de prévention du bruit dans l'environnement pour l'échéance 3 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2018 – 117 arrêtant les cartes de bruit des infrastructures routières dont le trafic annuel est supérieur à 3 millions de véhicules et ferroviaire dont le trafic annuel est supérieur à 30 000 passages de trains dans le département du Haut-Rhin « 3ème échéance » ;

**Considérant** les avis des gestionnaires des infrastructures de transports terrestres concernés ;

**Sur** proposition de M. le directeur départemental des territoires du Haut-Rhin.

# A R R Ê T E

**Article 1er**

Le projet de Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement des infrastructures de transports terrestres de l'État dans le département du Haut-Rhin, établi en application de la troisième échéance de la directive européenne n°2002/49/CE du 25 juin 2002, est mis à la disposition du public du **lundi 19 août 2019 au samedi 19 octobre 2019 inclus.**

**Article 2**

Le projet de Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement des infrastructures de transports terrestres de l'État dans le département du Haut-Rhin troisième échéance ainsi qu'un registre à feuillets non mobiles seront déposés :

- à la préfecture du Haut-Rhin, bureau des enquêtes publiques et installations classées, 11 avenue de la République à Colmar ;

- dans les sous-préfectures d'Altkirch, Mulhouse et Thann-Guebwiller afin que chacun puisse en prendre connaissance pendant les heures d'ouverture des bureaux et consigner éventuellement ses observations sur les registres ;

Le public pourra également, pendant la durée de la mise à disposition, adresser ses observations, par écrit à la préfecture du Haut-Rhin, bureau des enquêtes publiques et installations classées, 7 rue Bruat, BP 10489, 68020 Colmar cedex ou par courriel à la direction départementale des territoires : ddt.bruit@haut-rhin.gouv.fr

**Article 3**

Le public pourra prendre connaissance du projet de Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement sur le site internet des services de l'État dans le du Haut-Rhin :

**http://www.haut-rhin.gouv.fr/Actualites/Consultation-du-public**

**Article 4**

Au terme de la consultation, les registres seront clos et signés par le secrétaire général pour celui déposé à la préfecture du Haut-Rhin et par les sous-préfets d'arrondissement pour les autres. Les sous-préfets d'arrondissement les transmettront au préfet pour y être joints aux observations qui lui auront été adressées.

Un avis au public faisant connaître la mise à disposition du Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement du département du Haut-Rhin sera inséré par les soins de la préfecture, quinze jours au moins avant le début de la mise disposition, dans les deux journaux régionaux diffusés dans tout le département.

Quinze jours au moins avant l'ouverture de la période de mise à disposition et durant toute la durée de celle-ci, cet avis sera publié par voie d'affiches à la préfecture du Haut-Rhin et dans les trois sous-préfectures du département.

L'accomplissement de cette mesure de publicité incombe aux autorités des instances citées ci-dessus et sera certifié par chacune d'elle.

**Article 5**

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, les sous-préfets d'Altkich, Mulhouse et Thann-Guebwiller et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 6**

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Haut-Rhin.

**Fait à Colmar, le 29 juillet 2019**

**Le Préfet,**

***Signé***

***Information relative aux délais et voies de recours***

***Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Dans le même délai, un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).***

***Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet www.telerecours.fr. Cette voie de saisie est obligatoire pour les avocats, les personnes morales de droit public autres que les communes de moins de 3500 habitants et les organismes de droit privé chargés de la gestion permanente d'un service public.***

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU HAUT-RHIN

Direction départementale des territoires
Service transports, risques et sécurité
Bureau sécurité routière et coordination
MM

# ARRÊTE MODIFICATIF

## 29 juillet 2019 – 00105 - BSRC

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi de finances pour 2019 ;
VU l'avis favorable en date du 01 mars 2019 du directeur régional des finances publiques sur le BOP Grand Est 207 « Sécurité et circulation routières » ;
Vu l'arrêté du 02 avril 2019 portant attribution de subventions dans le cadre du plan départemental d'actions de sécurité routière 2019

## ARRÊTE

Article 1

L'arrêté du 02 avril 2019 -0037 - BSRC portant attribution de subventions dans le cadre du plan départemental d'actions de sécurité routière 2019 est modifié comme suit.

Article 3

Le versement de la subvention se fera sur produit d'un compte-rendu d'exécution financier (charges et ressources) et qualitatif (modalités de réalisation, public bénéficiaire…) qui sera adressé au préfet, DDT bureau sécurité routière et coordination, au plus tard 3 mois après l'échéance de l'action.

L'emploi de la subvention est soumis au contrôle de l'État dans les conditions du droit commun applicable en matière de contrôle des associations bénéficiaires de financements publics.

Article 4

Le montant alloué pourra être révisé à la baisse en cas de non-réalisation ou de réalisation partielle de l'action, ou d'utilisation non conforme à l'objet.

Article 5

Tout litige relatif à la subvention décidée par le présent arrêté sera porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Article 6

Le directeur départemental des territoires, le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le directeur de cabinet du préfet et le directeur régional des finances publiques de la région Grand Est et du Bas-Rhin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Colmar, le 29 juillet 2019

Pour le Préfet et par délégation,

Le Chef du service transports, risques, sécurité

Signé

Jean-Marie GERVAISE

La présente décision peut être contestée devant le tribunal administratif de Strasbourg, 31 avenue de la Paix BP 51038 67070 STRASBOURG CEDEX. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique ''Télérecours citoyen'' accessible sur le site internet www.telecours.fr.

Le cas échéant, le recours contentieux devra être introduit dans les délais mentionnés ci-dessous :
article R421-1 du code de justice administrative : « La juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle.»

article R421-2 du code de justice administrative : « Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet. Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours. La date du dépôt de la demande à l'administration, constatée par tous moyens, doit être établie à l'appui de la requête.»

Pour conserver les délais du recours contentieux, les éventuels recours gracieux ou hiérarchiques doivent avoir été formés dans le délai de deux mois à compter de la notification ou la publication de la décision contestée.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires du Haut-Rhin

Service Transports, Risques et Sécurité
Bureau Éducation Routière

Tél :03 89 24 84 96
Fax :03 89 24 87 18

*A R R E T E*

31 juillet 2019 – 00106 - ER
modifiant l'arrêté préfectoral n° 2013086-0013 du 27 mars 2013 portant autorisation d'exploiter un établissement chargé d'animer les stages de sensibilisation
à la sécurité routière dénommé **MON AUTOMOBILE CLUB**

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de la route et notamment ses articles L 212-1 à l 212-5, L 213-1 à L 213-7, L 223-6, R 212-1 à R 213-6, R 223-5 à R 223-9,

**VU** l'arrêté n° INTS1226850A du ministre de l'intérieur du 26 juin 2012 fixant les conditions d'exploitation des établissements chargés d'organiser les stages de sensibilisation à la sécurité routière,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2013268-0015 du 25 septembre 2013 modifiant l'arrêté préfectoral du 27 mars 2013 portant autorisation d'exploiter un établissement chargé d'animer les stages de sensibilisation à la sécurité routière dénommé MON AUTOMOBILE CLUB

**VU** l'arrêté du 5 juillet 2018-0048-ER portant renouvellement de l'autorisation d'exploiter un établissement chargé d'animer les stages de sensibilisation à la sécurité routière dénommé MON AUTOMOBILE CLUB

**VU** l'arrêté préfectoral du 29 mai 2018 portant délégation de signature à M. Thierry GINDRE, directeur départemental des territoires,

**VU** l'arrêté n° 2019-19901 du 18 juillet 2019 de M. le directeur départemental des territoires portant subdélégation de signature,

**CONSIDERANT** la demande présentée par Monsieur Rémy RODRIGUEZ, en date du 12 mars 2019, faisant part d'un changement de lieu de formation

**A R R E T E**

**Article 1** : L'article 3 de l'arrêté n° 2013086-0013 du 27 mars 2013 est modifié comme suit :

L'établissement est habilité à dispenser les stages de sensibilisation à la sécurité routière dans les salles de formation suivantes :
- GRP, 9 rue Bigarreau à KINGERSHEIM 68260 (50m2)
- Cercle Saint-Martin, 13 avenue Joffre à COLMAR 68000 (45m2)
- KYRIAD Mulhouse Centre, 15 rue Lambert à MULHOUSE 68100 (61m2)

2

Les articles 1 à 2 et 4 à 10 demeurent inchangés.

**Article 11** : le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le directeur départemental des territoires du Haut-Rhin, le chef du service transports, risques et sécurité et la déléguée à l'éducation routière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont mention sera insérée au recueil des actes administratifs.

Colmar, le 31 juillet 2019

Pour le Préfet et par délégation,

*Signé*

Karine JACOBERGER

INFORMATIONS RELATIVES AUX VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS :

Si vous estimez que la décision prise par l'administration est contestable, vous pouvez former, dans un délai de deux mois, à compter de la notification de la décision, l'un des recours énumérés ci-après :

- soit un recours administratif gracieux auprès du Préfet du Haut-Rhin, 7 r Bruat, BP 10 489, 68 020 COLMAR CEDEX
- soit un recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur, Place Beauvau 75 008 PARIS
- soit un recours juridictionnel contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg, 31 av Paix, 67 000 Strasbourg

L'exercice de l'un ou plusieurs des recours précités ne comporte pas d'effet suspensif de la présente décision administrative

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU HAUT-RHIN

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DE LA COHESION SOCIALE ET DE LA
PROTECTION DES POPULATIONS

Service Inclusion Sociale

# A R R Ê T É

**2019/DDCSPP/IS n° 98 du 31/07/2019**

**Portant agrément de l'association**
**Union Départementale des Associations Familiales du Haut-Rhin (UDAF)**

**LE PREFET DU HAUT-RHIN**
**Chevalier de la Légion d'Honneur**
**Officier de l'Ordre National du Mérite**

*VU le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment les articles L 301-1, L 365-1, L 365-4, R 365-1, R 365-4, R 365-5, R 365-6, R 365-7 et R 365-8 ;*

*VU la circulaire du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des techniques vertes et des négociations sur le climat du 6 septembre 2010 relative aux agréments des organismes agissant en faveur du logement et de l'hébergement des personnes défavorisées ;*

*VU la demande reçue le 22 juillet 2019, transmise par l'association UDAF ayant son siège 7, rue de l'Abbé LEMIRE à COLMAR en vue d'obtenir l'agrément pour l'exercice d'activités d'intermédiation locative et de gestion locative sociale dans le cadre de l'exercice de l'activité « Famille gouvernante » dénommée SEQUOIA ;*

*CONSIDERANT la régularité de ses statuts ;*

*CONSIDERANT sa situation financière ;*

*CONSIDERANT la compétence et l'expérience de ses dirigeants et de son personnel dans le domaine du logement et de l'hébergement des personnes défavorisées ;*

*CONSIDERANT sa présence effective et son ancrage sur le département du Haut-Rhin ;*

*SUR PROPOSITION de la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations du Haut-Rhin ;*

**A R R Ê T E :**

**Article 1er :**

L'association UDAF est agréée pour assurer les activités d'intermédiation locative et de gestion locative sociale suivantes :

- la location de logements en vue de leur sous-location auprès d'un organisme agréé pour son activité de maitrise d'ouvrage ou d'un organisme HLM ;
- la location de logements en vue de leur sous-location auprès de bailleurs autres que des organismes HLM : il s'agit notamment des bailleurs privés, personnes physiques ou morales, des sociétés d'économie mixte et des collectivités locales.

**Article 2 :**

L'association s'engage à adresser annuellement un compte rendu de l'activité concernée et ses comptes financiers à la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations du Haut-Rhin. Cette dernière peut à tout moment contrôler les conditions d'exercice de l'activité de l'association.

Toute modification statutaire doit lui être notifiée sans délai.

**Article 3 :**

Le présent agrément est valable pour le département du Haut-Rhin. Il est accordé pour une durée de cinq ans renouvelable. Toutefois, son retrait peut être prononcé à tout moment si l'association ne satisfait plus aux conditions de délivrance de l'agrément ou s'il est constaté un manquement grave ou répété de ses obligations. Le retrait est prononcé après avoir mis les dirigeants de l'association en mesure de présenter leurs observations.

**Article 4 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Fait à Colmar, le 31 juillet 2019

LE PREFET

Signé

Pour le Préfet,
Et par délégation,
Le secrétaire Général

Christophe MARX

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU HAUT RHIN

**AGENCE REGIONALE DE SANTE**

**Délégation territoriale du Haut-Rhin**

# ARRÊTÉ

**N° 148/2019/DRS/SE du 17 JUIL. 2019**

**portant autorisation à la SCEA WICKERSHEIM d'utiliser le forage BSS000YWCB/03422X0109 en vue d'alimenter un local de transformation de fruits et légumes et des logements, 12/14 route de Ribeauvillé à OSTHEIM**

-----0-----

## LE PRÉFET DU HAUT-RHIN
## Chevalier de la Légion d'Honneur
## Officier de l'Ordre national du mérite

**VU** Le code de la santé publique, notamment ses articles L.1311-1, L1312-1, L1312-2, L1321-1 à L.1321-10 et L.1324-3, L.1324-4, R.1321-1 à R.1321-63 ;

**VU** L'arrêté du Ministère de la Santé, de la Jeunesse et des Sports du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R1321-6 à R1321-12 et R1321-42 du code de la santé publique ;

**VU** L'arrêté du ministère de la santé et des solidarités du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R1321-3, R1321-7 et R1321-38 du code de la santé publique ;

**VU** L'arrêté du ministère de la santé et des solidarités du 11 janvier 2007, relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution pris en application des articles R 1321-10,R 1321-15 et R 1321-16 du code de la santé publique ;

**VU** L'arrêté du ministère de la santé et des solidarités du 11 janvier 2007, relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux utilisées dans une entreprise alimentaire ne provenant pas d'une distribution publique pris en application des articles R 1321-10,R 1321-15 et R 1321-16 du code de la santé publique ;

**VU** L'arrêté préfectoral n° 552/79 du 2 juillet 1979 portant règlement sanitaire départemental ;

**VU** L'arrêté préfectoral n° 2013021-0013 du 21 janvier 2013 relatif à l'organisation de la police de l'eau dans le département du Haut-Rhin ;

**VU** Le récépissé de dépôt de déclaration au titre de l'article L214-3 du code de l'environnement en date du 30 avril 2019, concernant la rubrique relative au sondage, forage (rubrique 1.1.1.0.) du tableau annexé à l'article R214-1 du code de l'environnement ;

**VU** La demande présentée par la SCEA Wickersheim, représentée par M. Jean-Marc WICKERSHEIM le 8 janvier 2019 ;

**VU** Le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique de mars 2019 ;

**VU** L'avis du Conseil départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 4 juillet 2019 ;

**CONSIDERANT** que le site n'est pas desservi par le réseau d'adduction publique ;

**SUR** proposition du directeur général de l'agence régionale de santé Grand Est ;

# ARRÊTE

**ARTICLE 1** *AUTORISATION DE DISTRIBUTION POUR LA CONSOMMATION HUMAINE*

La SCEA Wickersheim, 12 route de Ribeauvillé est autorisée à utiliser l'eau du forage BSS000YWCB/03422X0109 pour alimenter en eau les logements et le local de transformation agro-alimentaire situés au 12/14 route de Ribeauvillé à OSTHEIM

Les références du captage sont les suivantes :

| N° Banque du Sous-Sol (B.S.S.) | Coordonnées |
|---|---|
| BSS000YCWCB/03422X0109<br>Localisation : section18 parcelle 25<br>Ban communal : OSTHEIM | **Lambert 93 :**<br>X : 1024489. m<br>Y : 6793916m<br>Altitude : Z = 182 m |

*(Plans de situation en annexe)*

**ARTICLE 2** *AMENAGEMENTS A REALISER*

Les prescriptions suivantes sont à réaliser dans un délai de 6 mois à compter de la signature du présent arrêté :

- installer un compteur sur le forage,
- modifier le réseau de manière à ce que chaque logement ainsi que le local de transformation disposent d'un point d'eau froide non adoucie,
- prévoir en amont du réservoir, un point d'injection permettant de réaliser une désinfection si nécessaire.

**ARTICLE 3** *SUIVI DE LA QUALITE DE L'EAU*

Un contrôle sanitaire de la qualité de l'eau est mis en place conformément à la règlementation en vigueur.

Lorsqu'une analyse révèle un paramètre non conforme, l'origine de l'anomalie devra être recherchée et des mesures correctives seront mises en place. En cas de non-conformité, un dispositif de traitement complémentaire devra être mis en place.

**ARTICLE 4** *MODIFICATIONS*

Toute modification de l'installation doit être déclarée au directeur général de l'agence régionale de santé.

**ARTICLE 5** *SANCTIONS*

Toute infraction au présent arrêté sera constatée conformément aux lois et règlements en vigueur.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions du présent arrêté sera passible des peines prévues par les articles L.1324-3 à L.1324-4 du code de la santé publique.

**ARTICLE 6** *DELAI ET VOIE DE RECOURS*

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de Monsieur le Préfet du Haut-Rhin, soit hiérarchique auprès du Ministre chargé de la Santé (Direction Générale de la Santé - EA 2 - 14, avenue Duquesne, 75350 Paris 07 SP), dans les deux mois suivant la notification.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de STRASBOURG – 31, avenue de la Paix – 67000 STRASBOURG, également dans un délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé.

Depuis le 30 novembre 2018, pour les particuliers et personnes morales de droit privé (ERP), dans ce cas, mettre :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent (Tribunal administratif de Strasbourg- 31 avenue de la Paix-67000 STRASBOURG) dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du Tribunal Administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site **www.telerecours.fr**.

**ARTICLE 7** *NOTIFICATION*

Le présent arrêté est transmis au demandeur en vue de :

- la mise en ceuvre des dispositions de cet arrêté,
- la vérification régulière des mesures prises pour la protection de la ressource utilisée.

**ARTICLE 8** *INFORMATION*

Une copie du présent arrêté est adressée :

- au maire d'OSTHEIM
- à la directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations,
- au directeur départemental des territoires,

**ARTICLE 9** *EXECUTION DE L'ARRETE*

- le secrétaire général de la préfecture,
- le directeur général de l'agence régionale de santé Grand Est,

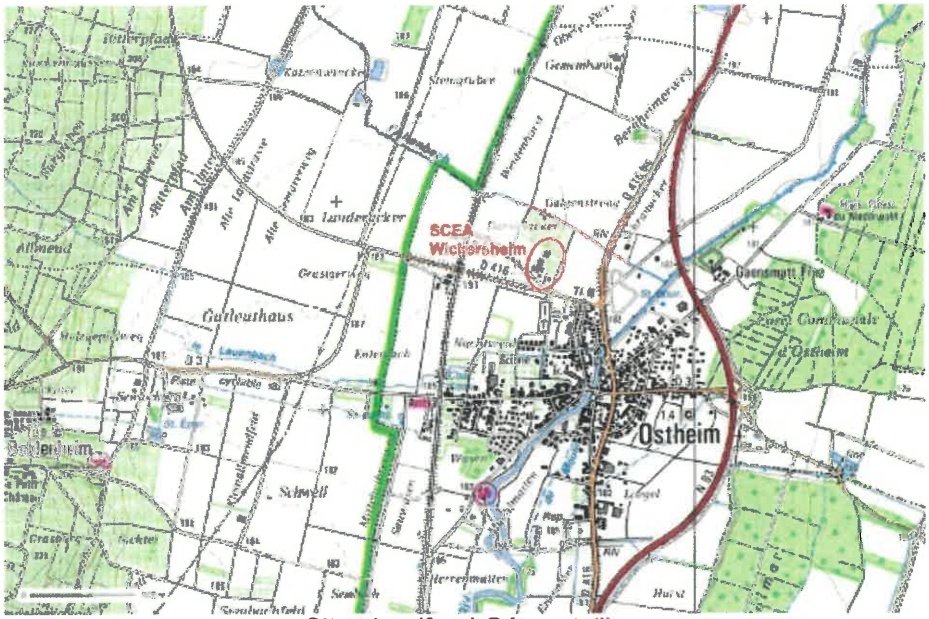
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à M. Jean-Marc WICKERSHEIM, gérant de la SCEA Wickersheim, située à OSTHEIM.

**Le Préfet**

Pour le préfet et par délégation
Le sous-préfet de Mulhouse, secrétaire général suppléant

signé : Jean-Noël CHAVANNE

# <u>Annexe</u> : Plans de situation




Situation (fond Géoportail)

Plan de situation détaillé

(extraits du rapport de l'hydrogéologue agréé)

Direction de la Stratégie

**ARRETE ARS n°2019-2179 du 25 juillet 2019**
**Portant transfert des compétences**
**de la Commission Administrative Paritaire Départementale n° 3 du Haut-Rhin**
**à la Commission Administrative Paritaire Départementale n°3 du Bas-Rhin**

**Le Directeur Général**
**de l'Agence Régionale de Santé Grand Est**

**VU** la Loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

**VU** le Décret n° 2003-655 du 18 juillet 2003 modifié, relatif aux commissions administratives paritaires locales et départementales de la fonction publique hospitalière ;

**VU** le courrier en date du 25 mai 2010 du Directeur Général de l'ARS Alsace confiant la gestion des CAPD du Haut-Rhin aux Hospices Civils de Colmar ;

**VU** le courrier en date du 27 mai 2010 du Directeur Général de l'ARS Alsace confiant la gestion des CAPD du Bas-Rhin au Hôpitaux Universitaires de Strasbourg ;

**VU** l'accord en date du 25 juillet 2019 des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg, établissement gestionnaire de la CAPD du Bas-Rhin, pour prendre en charge la CAPD n°3 du Haut-Rhin ;

**Considérant** les élections professionnelles de la Fonction Publique Hospitalière du 6 décembre 2018 ;

**Considérant** que dans le cas où la commission administrative paritaire départementale n'a pu être constituée, notamment lorsque l'effectif des agents qui en relèvent est inférieur à l'effectif minimum fixé, la compétence est transférée à une commission correspondante d'un autre département désignée par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé ;

**Considérant** que l'effectif concerné n'a pas permis la constitution d'une commission administrative paritaire départementale n° 3 dans le département du Haut-Rhin ;

---

**ARRETE**

---

**ARTICLE 1er**

Les compétences de la commission administrative paritaire départementale n°3 du Haut-Rhin sont transférées à la commission administrative départementale n°3 du Bas-Rhin gérée par des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg et ce jusqu'aux prochaines élections professionnelles dans la fonction publique hospitalière.

**ARTICLE 2**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du Tribunal Administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site **www.telerecours.fr**.

**ARTICLE 3**

La Directrice de la Stratégie de l'ARS Grand Est et le Directeur Général des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.

Pour le Directeur Général de l'ARS Grand Est,
Et par délégation,
La Directrice de la Stratégie,

*signé*

Docteur Carole CRETIN

Délégation Territoriale du Haut-Rhin

**ARRETE ARS/DT Haut-Rhin n°2019 / 2189**
**Du 29 juillet 2019**

**Fixant le tableau de garde départementale des ambulanciers**

**pour le mois d'août 2019**

---

**Le Directeur Général**
**de l'Agence Régionale de Santé Grand Est**

**VU** le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L.6312-1 à L.6312-5, L.6314-1 à L.6314-3, R.6312-1 à R.6312-23, R.6313-1 à R.6314-6 ;

**VU** le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

**VU** le décret n° 2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé à la nouvelle délimitation des régions et prorogeant le mandat des unions régionales de professionnels de santé regroupant les infirmiers ;

**VU** le décret en date du 8 décembre 2016 portant nomination de Monsieur Christophe LANNELONGUE en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale Grand Est;

**VU** l'arrêté du 23 juillet 2003 fixant les périodes de garde départementale assurant la permanence du transport sanitaire ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2003/598/III du 23 décembre 2003 portant approbation du cahier des charges départemental de la garde ambulancière ;

**VU** l'arrêté préfectoral conjoint Bas-Rhin – Haut-Rhin du 12 février 2004 fixant le nombre et la composition des secteurs dévolus à la garde ambulancière pour le département ;

**VU** l'arrêté ARS n° 1652/2014 du 17 décembre 2014 portant sur la période de garde départementale assurant la permanence du transport sanitaire du Haut-Rhin ;

**VU** l'arrêté ARS n° 1651/2014 du 17 décembre 2014 portant modification de la division en secteurs de la garde ambulancière du département du Haut-Rhin ;

**VU** L'arrêté ARS n°2019/40927 du 10 avril 2019 portant délégation de signature aux Directeurs généraux délégués et aux Délégués départementaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

**VU** la convention nationale destinée à organiser les rapports entre les transporteurs sanitaires privés et les caisses d'assurance maladie parue au journal officiel du 23 mars 2003 et ses avenants;

**VU** la circulaire DHOS/O1/2003/204 du 23 avril 2003 relative à l'organisation de la garde ambulancière ;

**VU** la circulaire DHOS/O1/2003/277 du 10 juin 2003 relative aux relations entre établissements de santé, publics et privés et transporteurs sanitaires privés et son protocole d'accord national entre les fédérations de l'hospitalisation publique et privée et les fédérations d'entreprises privées de transport sanitaire ;

**VU** les avis favorables des sous-comités des transports sanitaires du Haut-Rhin et du Bas-Rhin en dates respectivement du 14 novembre 2003 et du 16 octobre 2003 relatifs au rattachement du secteur de la Vallée de Sainte-Marie-Aux-Mines à la garde départementale du Bas-Rhin;

**VU** les avis favorables du CODAMUPS-TS en date du 11 décembre 2014 relatifs aux modifications de la période de garde départementale assurant la permanence du transport sanitaire et de la division en secteurs de la garde ambulancière du département du Haut-Rhin ;

---

## ARRETE

---

**ARTICLE 1er** : La garde départementale des ambulanciers du Haut-Rhin sera exécutée selon le tableau de garde annexé au présent arrêté.

**ARTICLE 2** : Ce tableau de garde couvre la période du 1er août 2019 au 31 août 2019.

**ARTICLE 3** : le présent arrêté peut être contesté par voie de recours administratif (gracieux ou hiérarchique) ou faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs du Haut-Rhin. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site « www.telerecours.fr ».

**ARTICLE 4** Le Délégué Territorial du Haut-Rhin est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié aux caisses chargées du versement des ressources d'assurance maladie, à l'association de transports sanitaires d'urgence du Haut-Rhin, au service d'aide médicale urgente du Haut-Rhin, et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Haut-Rhin.

P/le Directeur Général de l'ARS Grand Est
Et par délégation
Le Délégué Territorial du Haut-Rhin

P/o

Katia MOSSINASSE
Responsable service
Animation Territoriale et Prévention
ARS DT68

ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES ENTREPRISES DE TRANSPORTS
SANITAIRES POUR LES SECOURS D'URGENCE - A.T.S.U 68

**TABLEAU DE GARDE**
**SECTEUR 1 - MUNSTER**
**AOUT 2019**

| | DATE | JOUR 7H à 19H | A/C | NUIT 19H à 7H | A/C |
|---|---|---|---|---|---|
| Jeudi | 1-août-19 | | | JACQUAT | A |
| Vendredi | 2-août-19 | | | JACQUAT | A |
| **Samedi** | **3-août-19** | JACQUAT | | JACQUAT | A |
| **Dimanche** | **4-août-19** | JACQUAT | | JACQUAT | A |
| Lundi | 5-août-19 | | | JACQUAT | A |
| Mardi | 6-août-19 | | | JACQUAT | A |
| Mercredi | 7-août-19 | | | JACQUAT | A |
| Jeudi | 8-août-19 | | | JACQUAT | A |
| Vendredi | 9-août-19 | | | JACQUAT | A |
| **Samedi** | **10-août-19** | JACQUAT | | JACQUAT | A |
| **Dimanche** | **11-août-19** | JACQUAT | | JACQUAT | A |
| Lundi | 12-août-19 | | | JACQUAT | A |
| Mardi | 13-août-19 | | | JACQUAT | A |
| Mercredi | 14-août-19 | | | JACQUAT | A |
| **Jeudi** | **15-août-19** | JACQUAT | | JACQUAT | A |
| Vendredi | 16-août-19 | | | JACQUAT | A |
| **Samedi** | **17-août-19** | JACQUAT | | JACQUAT | A |
| **Dimanche** | **18-août-19** | JACQUAT | | JACQUAT | A |
| Lundi | 19-août-19 | | | JACQUAT | A |
| Mardi | 20-août-19 | | | JACQUAT | A |
| Mercredi | 21-août-19 | | | JACQUAT | A |
| Jeudi | 22-août-19 | | | JACQUAT | A |
| Vendredi | 23-août-19 | | | JACQUAT | A |
| **Samedi** | **24-août-19** | JACQUAT | | JACQUAT | A |
| **Dimanche** | **25-août-19** | JACQUAT | | JACQUAT | A |
| Lundi | 26-août-19 | | | JACQUAT | A |
| Mardi | 27-août-19 | | | JACQUAT | A |
| Mercredi | 28-août-19 | | | JACQUAT | A |
| Jeudi | 29-août-19 | | | JACQUAT | A |
| Vendredi | 30-août-19 | | | JACQUAT | A |
| **Samedi** | **31-août-19** | JACQUAT | | JACQUAT | A |

Ambulances JACQUAT / Munster
Stationnement : MUNSTER

► **03.89.77.33.66**
**N° d'identification : 68250078 0**

**ARS GRAND EST**
Délégation Territoriale
du Haut-Rhin
45 rue de la Fecht
68000 COLMAR

**ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES ENTREPRISES DE TRANSPORTS SANITAIRES POUR LES SECOURS D'URGENCE - A.T.S.U 68**

**TABLEAU DE GARDE**
**SECTEUR 2 - RIBEAUVILLE**
**AOUT 2019**

| | DATE | JOUR 7H à 19H | A/C | NUIT 19H à 7H | A/C |
|---|---|---|---|---|---|
| Jeudi | 1-août-19 | | | | A |
| Vendredi | 2-août-19 | | | | A |
| **Samedi** | **3-août-19** | COLMAR AMBULANCES | | | A |
| **Dimanche** | **4-août-19** | COLMAR AMBULANCES | | | A |
| Lundi | 5-août-19 | | | | A |
| Mardi | 6-août-19 | | | | A |
| Mercredi | 7-août-19 | | | | A |
| Jeudi | 8-août-19 | | | COLMAR AMBULANCES | A |
| Vendredi | 9-août-19 | | | COLMAR AMBULANCES | A |
| **Samedi** | **10-août-19** | | | COLMAR AMBULANCES | A |
| **Dimanche** | **11-août-19** | | | COLMAR AMBULANCES | A |
| Lundi | 12-août-19 | | | | A |
| Mardi | 13-août-19 | | | | A |
| Mercredi | 14-août-19 | | | | A |
| **Jeudi** | **15-août-19** | | | | A |
| Vendredi | 16-août-19 | | | | A |
| **Samedi** | **17-août-19** | | | | A |
| **Dimanche** | **18-août-19** | | | | A |
| Lundi | 19-août-19 | | | | A |
| Mardi | 20-août-19 | | | COLMAR AMBULANCES | A |
| Mercredi | 21-août-19 | | | COLMAR AMBULANCES | A |
| Jeudi | 22-août-19 | | | COLMAR AMBULANCES | A |
| Vendredi | 23-août-19 | | | COLMAR AMBULANCES | A |
| **Samedi** | **24-août-19** | COLMAR AMBULANCES | | | A |
| **Dimanche** | **25-août-19** | COLMAR AMBULANCES | | COLMAR AMBULANCES | A |
| Lundi | 26-août-19 | | | COLMAR AMBULANCES | A |
| Mardi | 27-août-19 | | | COLMAR AMBULANCES | A |
| Mercredi | 28-août-19 | | | COLMAR AMBULANCES | A |
| Jeudi | 29-août-19 | | | | A |
| Vendredi | 30-août-19 | | | | A |
| **Samedi** | **31-août-19** | | | | A |

COLMAR Ambulances
Stationnement : KAYSERSBERG
► **03.89.32.76.12**
N° d'identification : 68250100 2

Ambulances VALLEE DE KAYSERSBERG
Stationnement : KAYSERSBERG
► **03.89.47.53.53**
N° d'identification : 68250098 8

Ambulances du VAL d'ORBEY
Stationnement : KAYSERSBERG
► **03.89.71.33.25**
N° d'identification : 68250093 9

**ARS GRAND EST**
Délégation Territoriale
du Haut-Rhin
45 rue de la Fecht
68000 COLMAR

**ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES ENTREPRISES DE TRANSPORTS SANITAIRES POUR LES SECOURS D'URGENCE - A.T.S.U 68**

**TABLEAU DE GARDE**
**SECTEUR 3 - COLMAR RIED**
**AOUT 2019**

| DATE | | JOUR 7H à 19H | A/C | | A/C | NUIT 19H à 7H | A/C | | A/C |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Jeudi | 01-août-19 | | | | | COLMAR AMBULANCES | A | COLMAR AMBULANCES | A |
| Vendredi | 02-août-19 | | | | | COLMAR AMBULANCES | A | COLMAR AMBULANCES | A |
| Samedi | 03-août-19 | ILL BARTHOLDI | | COLMAR AMBULANCES | | COLMAR AMBULANCES | A | COLMAR AMBULANCES | A |
| Dimanche | 04-août-19 | ILL BARTHOLDI | | COLMAR AMBULANCES | | COLMAR AMBULANCES | A | COLMAR AMBULANCES | A |
| Lundi | 05-août-19 | | | | | COLMAR AMBULANCES | A | COLMAR AMBULANCES | A |
| Mardi | 06-août-19 | | | | | COLMAR AMBULANCES | A | COLMAR AMBULANCES | A |
| Mercredi | 07-août-19 | | | | | COLMAR AMBULANCES | A | COLMAR AMBULANCES | A |
| Jeudi | 08-août-19 | | | | | COLMAR AMBULANCES | A | COLMAR AMBULANCES | A |
| Vendredi | 09-août-19 | | | | | COLMAR AMBULANCES | A | COLMAR AMBULANCES | A |
| Samedi | 10-août-19 | ILL BARTHOLDI | | COLMAR AMBULANCES | | COLMAR AMBULANCES | A | COLMAR AMBULANCES | A |
| Dimanche | 11-août-19 | ILL BARTHOLDI | | COLMAR AMBULANCES | | COLMAR AMBULANCES | A | COLMAR AMBULANCES | A |
| Lundi | 12-août-19 | | | | | COLMAR AMBULANCES | A | COLMAR AMBULANCES | A |
| Mardi | 13-août-19 | | | | | COLMAR AMBULANCES | A | COLMAR AMBULANCES | A |
| Mercredi | 14-août-19 | | | | | COLMAR AMBULANCES | A | COLMAR AMBULANCES | A |
| Jeudi | 15-août-19 | ILL BARTHOLDI | | COLMAR AMBULANCES | | COLMAR AMBULANCES | A | COLMAR AMBULANCES | A |
| Vendredi | 16-août-19 | | | | | COLMAR AMBULANCES | A | COLMAR AMBULANCES | A |
| Samedi | 17-août-19 | COLMAR AMBULANCES | | COLMAR AMBULANCES | | COLMAR AMBULANCES | A | COLMAR AMBULANCES | A |
| Dimanche | 18-août-19 | COLMAR AMBULANCES | | COLMAR AMBULANCES | | COLMAR AMBULANCES | A | COLMAR AMBULANCES | A |
| Lundi | 19-août-19 | | | | | COLMAR AMBULANCES | A | COLMAR AMBULANCES | A |
| Mardi | 20-août-19 | | | | | ILL BARTHOLDI | A | COLMAR AMBULANCES | A |
| Mercredi | 21-août-19 | | | | | ILL BARTHOLDI | A | COLMAR AMBULANCES | A |
| Jeudi | 22-août-19 | | | | | ILL BARTHOLDI | A | COLMAR AMBULANCES | A |
| Vendredi | 23-août-19 | | | | | ILL BARTHOLDI | A | COLMAR AMBULANCES | A |
| Samedi | 24-août-19 | COLMAR AMBULANCES | | COLMAR AMBULANCES | | COLMAR AMBULANCES | A | COLMAR AMBULANCES | A |
| Dimanche | 25-août-19 | COLMAR AMBULANCES | | COLMAR AMBULANCES | | ILL BARTHOLDI | A | COLMAR AMBULANCES | A |
| Lundi | 26-août-19 | | | | | ILL BARTHOLDI | A | COLMAR AMBULANCES | A |
| Mardi | 27-août-19 | | | | | ILL BARTHOLDI | A | COLMAR AMBULANCES | A |
| Mercredi | 28-août-19 | | | | | ILL BARTHOLDI | A | COLMAR AMBULANCES | A |
| Jeudi | 29-août-19 | | | | | COLMAR AMBULANCES | A | COLMAR AMBULANCES | A |
| Vendredi | 30-août-19 | | | | | COLMAR AMBULANCES | A | COLMAR AMBULANCES | A |
| Samedi | 31-août-19 | ILL BARTHOLDI | | COLMAR AMBULANCES | | COLMAR AMBULANCES | A | COLMAR AMBULANCES | A |

**Ambulances de l'ILL-BARTHOLDI** ▶03.89.32.72.92
**Stationnement : COLMAR-EST** N° d'identification : 68250080 6

**COLMAR AMBULANCES** ▶ 03.89.32.76.12
**Stationnement : COLMAR-EST** N° d'identification : 68250100 2

**COLMAR AMBULANCES** ▶ 03.89.32.76.12
**Stationnement : COLMAR OUEST** N° d'identification : 68250100 2

**ARS GRAND EST**
Délégation Territoriale
du Haut-Rhin
45 rue de la Fecht
68000 COLMAR

**ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES ENTREPRISES DE TRANSPORTS SANITAIRES POUR LES SECOURS D'URGENCE - A.T.S.U 68**

**ARS GRAND EST**
Délégation Territoriale
du Haut-Rhin
45 rue de la Fecht
68000 COLMAR

**TABLEAU DE GARDE**
**SECTEUR 4 - GUEBWILLER - ENSISHEIM**
**AOUT 2019**

| | DATE | JOUR 7H à 19H | A/C | NUIT 19H à 7H | A/C |
|---|---|---|---|---|---|
| Jeudi | 1-août-19 | | | VIGNOBLE | A |
| Vendredi | 2-août-19 | | | VIGNOBLE | A |
| **Samedi** | **3-août-19** | ENSISHEIM AMBULANCES | | ENSISHEIM AMBULANCES | A |
| **Dimanche** | **4-août-19** | ENSISHEIM AMBULANCES | | ENSISHEIM AMBULANCES | A |
| Lundi | 5-août-19 | | | ENSISHEIM AMBULANCES | A |
| Mardi | 6-août-19 | | | ENSISHEIM AMBULANCES | A |
| Mercredi | 7-août-19 | | | HUNGLER | A |
| Jeudi | 8-août-19 | | | HUNGLER | A |
| Vendredi | 9-août-19 | | | HUNGLER | A |
| **Samedi** | **10-août-19** | HUNGLER | | HUNGLER | A |
| **Dimanche** | **11-août-19** | HUNGLER | | GURLY | A |
| Lundi | 12-août-19 | | | GURLY | A |
| Mardi | 13-août-19 | | | VIGNOBLE | A |
| Mercredi | 14-août-19 | | | VIGNOBLE | A |
| **Jeudi** | **15-août-19** | ENSISHEIM AMBULANCES | | ENSISHEIM AMBULANCES | A |
| Vendredi | 16-août-19 | | | ENSISHEIM AMBULANCES | A |
| **Samedi** | **17-août-19** | GURLY | | ENSISHEIM AMBULANCES | A |
| **Dimanche** | **18-août-19** | GURLY | | ENSISHEIM AMBULANCES | A |
| Lundi | 19-août-19 | | | HUNGLER | A |
| Mardi | 20-août-19 | | | HUNGLER | A |
| Mercredi | 21-août-19 | | | HUNGLER | A |
| Jeudi | 22-août-19 | | | HUNGLER | A |
| Vendredi | 23-août-19 | | | GURLY | A |
| **Samedi** | **24-août-19** | ENSISHEIM AMBULANCES | | GURLY | A |
| **Dimanche** | **25-août-19** | ENSISHEIM AMBULANCES | | VIGNOBLE | A |
| Lundi | 26-août-19 | | | VIGNOBLE | A |
| Mardi | 27-août-19 | | | ENSISHEIM AMBULANCES | A |
| Mercredi | 28-août-19 | | | ENSISHEIM AMBULANCES | A |
| Jeudi | 29-août-19 | | | ENSISHEIM AMBULANCES | A |
| Vendredi | 30-août-19 | | | ENSISHEIM AMBULANCES | A |
| **Samedi** | **31-août-19** | HUNGLER | | HUNGLER | A |

Ambulances HUNGLER SA/ Guebwiller
Stationnement : GUEBWILLER
► 03.89.76.81.65
N° d'identification : 68250004 6

Ambulances GURLY
Stationnement : GUEBWILLER
► 03.89.76.93.05
N° d'identification : 68250011 1

ENSISHEIM Ambulances
Stationnement : ENSISHEIM
► 03.89.81.02.73
N° d'identification : 68250354 5

Ambulances du VIGNOBLE / BERGHOLTZ
Stationnement BERGHOLTZ
► 03.89.38.53.89
N° d'identification : 68250215 8

**ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES ENTREPRISES DE TRANSPORTS SANITAIRES POUR LES SECOURS D'URGENCE - A.T.S.U 68**

**ARS GRAND EST**
Délégation Territoriale
du Haut-Rhin
45 rue de la Fecht
68000 COLMAR

**TABLEAU DE GARDE**
**SECTEUR 5 - MULHOUSE**
**AOUT 2019**

| DATE | | JOUR 7H à 19H | A/C | | A/C | NUIT 19H à 7H | A/C | | A/C |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Jeudi | 01-août-19 | | | | | MULHOUSIENNES | A | HARDT | A |
| Vendredi | 02-août-19 | | | | | MULHOUSIENNES | A | HARDT | A |
| Samedi | 03-août-19 | HARDT | | HARDT | | WITTENHEIM | A | HARDT | A |
| Dimanche | 04-août-19 | HARDT | | HARDT | | WITTENHEIM | A | HARDT | A |
| Lundi | 05-août-19 | | | | | SOS BOOS | A | HARDT | A |
| Mardi | 06-août-19 | | | | | SOS BOOS | A | HARDT | A |
| Mercredi | 07-août-19 | | | | | SOS BOOS | A | HARDT | A |
| Jeudi | 08-août-19 | | | | | SOS BOOS | A | HARDT | A |
| Vendredi | 09-août-19 | | | | | HARDT | A | HARDT | A |
| Samedi | 10-août-19 | MULHOUSIENNES | | HARDT | | HARDT | A | HARDT | A |
| Dimanche | 11-août-19 | WITTENHEIM | | HARDT | | HARDT | A | HARDT | A |
| Lundi | 12-août-19 | | | | | SOS BOOS | A | HARDT | A |
| Mardi | 13-août-19 | | | | | SOS BOOS | A | HARDT | A |
| Mercredi | 14-août-19 | | | | | SOS BOOS | A | HARDT | A |
| Jeudi | 15-août-19 | HARDT | | HARDT | | SOS BOOS | A | HARDT | A |
| Vendredi | 16-août-19 | | | | | WITTENHEIM | A | HARDT | A |
| Samedi | 17-août-19 | SOS BOOS | | HARDT | | WITTENHEIM | A | HARDT | A |
| Dimanche | 18-août-19 | SOS BOOS | | HARDT | | WITTENHEIM | A | HARDT | A |
| Lundi | 19-août-19 | | | | | WITTENHEIM | A | HARDT | A |
| Mardi | 20-août-19 | | | | | WITTENHEIM | A | HARDT | A |
| Mercredi | 21-août-19 | | | | | MULHOUSIENNES | A | HARDT | A |
| Jeudi | 22-août-19 | | | | | MULHOUSIENNES | A | HARDT | A |
| Vendredi | 23-août-19 | | | | | WITTENHEIM | A | HARDT | A |
| Samedi | 24-août-19 | MULHOUSIENNES | | HARDT | | WITTENHEIM | A | HARDT | A |
| Dimanche | 25-août-19 | HARDT | | HARDT | | WITTENHEIM | A | HARDT | A |
| Lundi | 26-août-19 | | | | | MULHOUSIENNES | A | HARDT | A |
| Mardi | 27-août-19 | | | | | MULHOUSIENNES | A | HARDT | A |
| Mercredi | 28-août-19 | | | | | MULHOUSIENNES | A | HARDT | A |
| Jeudi | 29-août-19 | | | | | SOS BOOS | A | HARDT | A |
| Vendredi | 30-août-19 | | | | | SOS BOOS | A | HARDT | A |
| Samedi | 31-août-19 | RESCUE | | HARDT | | HARDT | A | HARDT | A |

**Ambulances de la HARDT**
**Lieu de stationnement : MULHOUSE**
**N° d'identification : 68250035 0 ► 03.89.32.02.16**

**Ambulances MULHOUSIENNES**
**Lieu de stationnement : MULHOUSE**
**N° d'identification : 68250071 5 ► 03.89.43.79.79**

**SOS BOOS AMBULANCES ASSISTANCE Sàrl**
**Lieu de stationnement : PFASTATT**
**N° d'identification : 68250059 0 ► 03.89.44.77.96**

**Ambulances de WITTENHEIM**
**Lieu de stationnement : BATTENHEIM**
**N° d'identification : 68250064 0 ► 03.89.50.88.8**

**RESCUE 68**
**Lieu de stationnement : MULHOUSE**
**N° d'identification : 68250091 3 ► 03.89.59.58.7**

**ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES ENTREPRISES DE TRANSPORTS SANITAIRES POUR LES SECOURS D'URGENCE - A.T.S.U 68**

**ARS GRAND EST**
Délégation Territoriale
du Haut-Rhin
45 rue de la Fecht
68000 COLMAR

**TABLEAU DE GARDE**
**SECTEUR 6 - THANN**
**AOUT 2019**

| | DATE | JOUR 7H à 19H | A/C | NUIT 19H à 7H | A/C |
|---|---|---|---|---|---|
| Jeudi | 1-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| Vendredi | 2-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| **Samedi** | **3-août-19** | **BON SAUVEUR** | | BON SAUVEUR | A |
| **Dimanche** | **4-août-19** | **BON SAUVEUR** | | BON SAUVEUR | A |
| Lundi | 5-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| Mardi | 6-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| Mercredi | 7-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| Jeudi | 8-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| Vendredi | 9-août-19 | | | VIEL ARMAND | A |
| **Samedi** | **10-août-19** | **BON SAUVEUR** | | VIEL ARMAND | A |
| **Dimanche** | **11-août-19** | **BON SAUVEUR** | | VIEL ARMAND | A |
| Lundi | 12-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| Mardi | 13-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| Mercredi | 14-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| **Jeudi** | **15-août-19** | **BON SAUVEUR** | | BON SAUVEUR | A |
| Vendredi | 16-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| **Samedi** | **17-août-19** | **BON SAUVEUR** | | BON SAUVEUR | A |
| **Dimanche** | **18-août-19** | **BON SAUVEUR** | | BON SAUVEUR | A |
| Lundi | 19-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| Mardi | 20-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| Mercredi | 21-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| Jeudi | 22-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| Vendredi | 23-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| **Samedi** | **24-août-19** | **BON SAUVEUR** | | BON SAUVEUR | A |
| **Dimanche** | **25-août-19** | **BON SAUVEUR** | | BON SAUVEUR | A |
| Lundi | 26-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| Mardi | 27-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| Mercredi | 28-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| Jeudi | 29-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| Vendredi | 30-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| **Samedi** | **31-août-19** | **BON SAUVEUR** | | BON SAUVEUR | A |

Ambulances BON SAUVEUR / Vieux-Thann
Stationnement : VIEUX-THANN

▶ **03.89.37.00.90**
N° d'identification : 68250057 4

Les Ambulances Taxis du VIEIL ARMAND / Cernay
Stationnement : VIEUX-THANN

▶ **03.89.75.42.18**
N° d'identification : 68250114 3

ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES ENTREPRISES DE TRANSPORTS SANITAIRES POUR LES SECOURS D'URGENCE - A.T.S.U 68

ARS GRAND EST
Délégation Territoriale
du Haut-Rhin
45 rue de la Fecht
68000 COLMAR

**TABLEAU DE GARDE**
**SECTEUR 7 - PONT D'ASPACH**
**AOUT 2019**

| | DATE | JOUR 7H à 19H | A/C | NUIT 19H à 7H | A/C |
|---|---|---|---|---|---|
| Jeudi | 1-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| Vendredi | 2-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| **Samedi** | **3-août-19** | **BON SAUVEUR** | | **BON SAUVEUR** | **A** |
| **Dimanche** | **4-août-19** | **BON SAUVEUR** | | **BON SAUVEUR** | **A** |
| Lundi | 5-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| Mardi | 6-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| Mercredi | 7-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| Jeudi | 8-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| Vendredi | 9-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| **Samedi** | **10-août-19** | **BON SAUVEUR** | | **BON SAUVEUR** | **A** |
| **Dimanche** | **11-août-19** | **BON SAUVEUR** | | **BON SAUVEUR** | **A** |
| Lundi | 12-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| Mardi | 13-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| Mercredi | 14-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| **Jeudi** | **15-août-19** | **BON SAUVEUR** | | **BON SAUVEUR** | **A** |
| Vendredi | 16-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| **Samedi** | **17-août-19** | **BON SAUVEUR** | | **BON SAUVEUR** | **A** |
| **Dimanche** | **18-août-19** | **BON SAUVEUR** | | **BON SAUVEUR** | **A** |
| Lundi | 19-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| Mardi | 20-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| Mercredi | 21-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| Jeudi | 22-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| Vendredi | 23-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| **Samedi** | **24-août-19** | **BON SAUVEUR** | | **BON SAUVEUR** | **A** |
| **Dimanche** | **25-août-19** | **BON SAUVEUR** | | **BON SAUVEUR** | **A** |
| Lundi | 26-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| Mardi | 27-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| Mercredi | 28-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| Jeudi | 29-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| Vendredi | 30-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| **Samedi** | **31-août-19** | **BON SAUVEUR** | | **BON SAUVEUR** | **A** |

Ambulances BON SAUVEUR / Vieux-Thann
Stationnement : BURNHAUPT-LE-BAS

▶ **03.89.37.00.90**
N° d'identification : 68250057 4

ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES ENTREPRISES DE TRANSPORTS SANITAIRES POUR LES SECOURS D'URGENCE - A.T.S.U 68

ARS GRAND EST
Délégation Territoriale
du Haut-Rhin
45 rue de la Fecht
68000 COLMAR

**TABLEAU DE GARDE**
**SECTEUR 8 - ALTKIRCH**
**AOUT 2019**

| | DATE | JOUR 7H à 19H | A/C | NUIT 19H à 7H | A/C |
|---|---|---|---|---|---|
| Jeudi | 1-août-19 | | | MULLER | A |
| Vendredi | 2-août-19 | | | MULLER | A |
| **Samedi** | **3-août-19** | BON SAUVEUR | | BON SAUVEUR | A |
| **Dimanche** | **4-août-19** | BON SAUVEUR | | BON SAUVEUR | A |
| Lundi | 5-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| Mardi | 6-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| Mercredi | 7-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| Jeudi | 8-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| Vendredi | 9-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| **Samedi** | **10-août-19** | SUD ALSACE | | SUD ALSACE | A |
| **Dimanche** | **11-août-19** | SUD ALSACE | | SUD ALSACE | A |
| Lundi | 12-août-19 | | | SUD ALSACE | A |
| Mardi | 13-août-19 | | | SUD ALSACE | A |
| Mercredi | 14-août-19 | | | SUD ALSACE | A |
| **Jeudi** | **15-août-19** | SUD ALSACE | | SUD ALSACE | A |
| Vendredi | 16-août-19 | | | SUD ALSACE | A |
| **Samedi** | **17-août-19** | BON SAUVEUR | | BON SAUVEUR | A |
| **Dimanche** | **18-août-19** | BON SAUVEUR | | BON SAUVEUR | A |
| Lundi | 19-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| Mardi | 20-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| Mercredi | 21-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| Jeudi | 22-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| Vendredi | 23-août-19 | | | BON SAUVEUR | A |
| **Samedi** | **24-août-19** | MULLER | | MULLER | A |
| **Dimanche** | **25-août-19** | MULLER | | MULLER | A |
| Lundi | 26-août-19 | | | MULLER | A |
| Mardi | 27-août-19 | | | MULLER | A |
| Mercredi | 28-août-19 | | | MULLER | A |
| Jeudi | 29-août-19 | | | MULLER | A |
| Vendredi | 30-août-19 | | | MULLER | A |
| **Samedi** | **31-août-19** | BON SAUVEUR | | BON SAUVEUR | A |

Ambulances BON SAUVEUR / Vieux-Thann ▶ **03.89.37.00.90**
Stationnement : BURNHAUPT-LE-BAS N° d'identification : 68250057 4

Ambulances MULLER / Dannemarie ▶ **03.89.25.10.44**
Stationnement : DANNEMARIE N° d'identification : 68250082 2

Ambulances SUD-ALSACE / Waldighoffen ▶ **03.89.07.78.80**
Stationnement : DANNEMARIE N° d'identification : 68250085 5

**ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES ENTREPRISES DE TRANSPORTS SANITAIRES POUR LES SECOURS D'URGENCE - A.T.S.U 68**

ARS GRAND EST
Délégation Territoriale
du Haut-Rhin
45 rue de la Fecht
68000 COLMAR

**TABLEAU DE GARDE**
**SECTEUR 9 - SAINT LOUIS**
**AOUT 2019**

| | DATE | JOUR 7H à 19H | A/C | NUIT 19H à 7H | A/C |
|---|---|---|---|---|---|
| Jeudi | 1-août-19 | | | MULHOUSIENNES | A |
| Vendredi | 2-août-19 | | | MULHOUSIENNES | A |
| **Samedi** | **3-août-19** | **MARQUES** | | MULHOUSIENNES | A |
| **Dimanche** | **4-août-19** | **MARQUES** | | MULHOUSIENNES | A |
| Lundi | 5-août-19 | | | HUNGLER | A |
| Mardi | 6-août-19 | | | HUNGLER | A |
| Mercredi | 7-août-19 | | | HUNGLER | A |
| Jeudi | 8-août-19 | | | HUNGLER | A |
| Vendredi | 9-août-19 | | | MARQUES | A |
| **Samedi** | **10-août-19** | HUNGLER | | MARQUES | A |
| **Dimanche** | **11-août-19** | HUNGLER | | MARQUES | A |
| Lundi | 12-août-19 | | | MARQUES | A |
| Mardi | 13-août-19 | | | HUNGLER | A |
| Mercredi | 14-août-19 | | | HUNGLER | A |
| **Jeudi** | **15-août-19** | **MARQUES** | | HUNGLER | A |
| Vendredi | 16-août-19 | | | HUNGLER | A |
| **Samedi** | **17-août-19** | MULHOUSIENNES | | MARQUES | A |
| **Dimanche** | **18-août-19** | MULHOUSIENNES | | MARQUES | A |
| Lundi | 19-août-19 | | | MARQUES | A |
| Mardi | 20-août-19 | | | MARQUES | A |
| Mercredi | 21-août-19 | | | MULHOUSIENNES | A |
| Jeudi | 22-août-19 | | | MULHOUSIENNES | A |
| Vendredi | 23-août-19 | | | MULHOUSIENNES | A |
| **Samedi** | **24-août-19** | **MARQUES** | | MULHOUSIENNES | A |
| **Dimanche** | **25-août-19** | **MARQUES** | | HUNGLER | A |
| Lundi | 26-août-19 | | | HUNGLER | A |
| Mardi | 27-août-19 | | | HUNGLER | A |
| Mercredi | 28-août-19 | | | MARQUES | A |
| Jeudi | 29-août-19 | | | MARQUES | A |
| Vendredi | 30-août-19 | | | MARQUES | A |
| **Samedi** | **31-août-19** | HUNGLER | | MARQUES | A |

Ambulances MARQUES / Bartenheim
Stationnement : BARTENHEIM

► **03.89.68.30.30**
N° d'identification : 68250026 9

Ambulances HUNGLER SA/ Guebwiller
Stationnement : SAINT-LOUIS

► **03.89.69.10.00**
N° d'identification : 68250004 6

Ambulances MULHOUSIENNES
Stationnement : SIERENTZ

► **03.89.43.79.79**
N° d'identification : 68250071 5

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PRÉFET DU HAUT-RHIN**

# ARRÊTÉ PREFECTORAL N°2019-DIR-Est-SPR-68-004

## portant réglementation permanente de la circulation sur la route nationale n°59 (RN 59)

**LE PRÉFET DU HAUT-RHIN**
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière ,

Vu le code pénal,

Vu le code de procédure pénale,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

Vu le décret du 23 août 2016, paru au J.O du 24 août 2016, portant nomination de M Laurent TOUVET, Préfet du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 19 septembre 2016,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs relatifs à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'arrêté SGAR n°2018-433 du 28 août 2018 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est,

Vu l'arrêté n° 2013-184-0002 du 3 juillet 2013 portant réglementation permanente de la circulation sur la RN59,

Considérant la nécessité de réglementer la circulation sur la RN 59,

Sur proposition du directeur interdépartemental des routes Est,

# ARRÊTE

**Article 1 – abréviations**

PR désigne le Point Repère kilométrique de la route : il correspond aux bornes implantées en rive de chaussées. Il est exprimé par le numéro de la borne et la distance métrique derrière la borne.
RN désigne la route nationale.
RD désigne la route départementale.

## Article 2– Champ d'application

Est soumise aux dispositions du code de la Route et aux prescriptions du présent arrêté, la circulation sur la route nationale 59 dans le département du Haut-Rhin, dont les limites sont définies comme suit :

**Origine :** PR 8+000

**Extrémité :** PR 18+148

**Carrefour giratoire au PR 8+000**

## Article 3 – limitation de vitesse

### 3.1 Vitesse maximale autorisée sur les routes nationales à une chaussée

Pour des raisons de sécurité liées aux caractéristiques de l'infrastructure, les sections suivantes dérogent à l'article R 413-2 du code de la route :

| Section courante – sens Sainte-Marie-Aux-Mines > Lièpvre | |
|---|---|
| **Sections** | **km/h** |
| du PR 16+692 au 17+980 | 70 |

| Section courante – sens Lièpvre > Sainte-Marie-Aux-Mines | |
|---|---|
| **Sections** | **km/h** |
| du PR 17+950 au PR 16+680 | 70 |
| du PR 8+825 au PR 8+500 | 70 |
| du PR 8+500 au PR 8+000 | 50 |

## Article 4 – Circulations et manœuvres interdites

**4.1 – Sens de circulation :** les voies de circulation dans les carrefours avec des îlots séparant les flux de circulation sont à sens unique. Ces dispositions sont complétées si nécessaire par les signalisations verticale et horizontale de police appropriées.

**4.2 – Dépassement :** les conditions du dépassement sont définies par le code de la route aux articles R412-18 à 412-20 ; 414-4 à 414-17 et 417-10. Les interdictions de dépassement du fait d'une visibilité insuffisante sont matérialisées par une ligne axiale continue. Toutefois, quand la section interdite au dépassement est longue de plus d'1 km du fait d'une succession de points singuliers, la ligne continue est remplacée par une ligne discontinue de dissuasion de type T3 (intervalle vide de 1,33 mètres entre deux modules peints de 3 mètres). Le marquage des chaussées ne dispense pas les usagers de se conformer aux dispositions définies par le code de la route.

Il est interdit à tout véhicule à moteur autre que ceux à deux roues sans side-car de dépasser sur les sections précisées dans le tableau ci-dessous :

| Sens Sainte-Marie-Aux-Mines > Lièpvre | Sens Lièpvre > Sainte-Marie-Aux-Mines |
|---|---|
| du PR 13+619 au PR 14+665 | du PR 14+123 au PR 13+606 |
| du PR 17+266 au PR 17+980 | |

### 4.3 – Limitation de hauteur :

La section de route entre le PR 8+000 et le PR 14+500 dans les deux sens est interdite aux véhicules dont la hauteur, chargement compris, est supérieure à 4,50 m.

### 4.4 – Restriction de circulation sur les sections de routes réservées à la circulation automobile

Sur les sections de routes à 2 voies suivantes, pour lesquelles il existe des itinéraires de substitution, l'accès est réservé à la circulation automobile, ainsi ne sont pas admis à circuler sur ces sections :

- les animaux
- les piétons,
- les véhicules sans moteur,
- les véhicules à moteur non soumis à immatriculation,
- les cyclomoteurs,
- les tricycles à moteur dont la puissance n'excède pas 15 kilowatts et dont le poids à vide n'excède pas 550 kilogrammes,
- les quadricycles à moteur,
- les tracteurs, matériels agricoles et matériels de travaux publics,

| Section courante | Alternative |
|---|---|
| du PR 8+075 au PR 14+500 dans les 2 sens | déviation |

En application des articles R 432-2 à R 432-5 et R 432-7 du code de la route, ces interdictions ne s'appliquent pas aux personnes et matériels des administrations publiques, des services de secours, des organismes concessionnaires ou permissionnaires autorisés à occuper le domaine public de la route et des entreprises appelées à y travailler lorsque leur mission nécessite leur présence sur la route.

### 4.5 – Circulation des poids-lourds en transit :

La circulation des véhicules, véhicules articulés, trains doubles ou ensemble de véhicules dont le Poids Total Autorisé en Charge ou le Poids Total Roulant Autorisé est supérieur à 3,5 tonnes, en transit sur la RN59 dans le département du Haut Rhin est réglementée par l'arrêté inter-départemental du 30 septembre 2008.

### 4.6 – Autres manœuvres interdites en carrefour et en section courante

Sur les sections ci-dessous, il est interdit de tourner à droite :

| Section courante |
|---|
| PR 8+280 sens Sainte-Marie-Aux-Mines > **Lièpvre** |

## Article 5 – Régime de priorité aux intersections et accès

**Carrefour giratoire au PR 8+000**
Les usagers circulant sur la RN 59 ainsi que les usagers provenant de la route départementale RD 159 et de la voie de sortie du Relais de Sainte-Marie-aux-Mines doivent céder le passage aux usagers circulant sur l'anneau du carrefour giratoire.

## Article 6 – Sécurité et exploitation

La police de la route sur la RN 59 est assurée par le groupement de gendarmerie du Haut-Rhin.

La gestion du trafic, l'exploitation et l'entretien de la RN 59 sont assurés par la Direction interdépartementale des routes Est, division d'exploitation de Strasbourg.

Les forces de l'ordre et les services de la Direction interdépartementale des routes Est pourront prendre toute mesure nécessaire pour assurer la sécurité et l'écoulement du trafic.

## Article 7 – Abrogations

Le présent arrêté abroge les dispositions contraires insérées dans les arrêtés permanents antérieurs.
L'arrêté n° 2013 184-0002 en date du 03 juillet 2013 est abrogé.

**Article 8 – Diffusion**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Haut-Rhin.

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le directeur interdépartemental des routes – Est, le commandant du groupement départemental de gendarmerie du Haut-Rhin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

dont copie sera adressée aux :

* directeur départemental des services d'incendie et de secours (SDIS) du Haut-Rhin
* directeur du Service d'Aide Médicale d'Urgence (SAMU) du Haut-Rhin
* Présidente du Conseil Départemental du Haut-Rhin
* directeur départemental des territoires du Haut-Rhin
* général commandement de la Région Militaire de défense Nord-Est

Fait à Colmar, le 30 juillet 2019

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

***signé***

Christophe MARX

*Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Strasbourg (31, avenue de la Paix, BP 51038, 67070 STRASBOURG Cedex), dans un délai de deux mois à compter de sa notification, conformément à l'article R 421-5 du Code de la Justice Administrative.*

*Dans le même délai, un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).*

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2019-DIR-Est-S-68-071**

**portant arrêté particulier**
**pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant »**
**sur le réseau autoroutier national, hors agglomération**

**A35 / RN83 - PR 65+400 à 58+400 - Réhabilitation de chaussée**

**A35 - PR 66+700 à 72+800 - Purges et entretien de chaussée**

**Chantier « Colmar Plage »**

**Le Préfet du Haut-Rhin**
**Chevalier de la Légion d'Honneur**
**Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 23 août 2016, paru au J.O. du 24 août 2016, portant nomination de Mr Laurent TOUVET, Préfet du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 19 septembre 2016 ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté SGAR n° 2018-433 du 28 août 2018 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers - Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU la note technique du 14 avril 2016 relative à la coordination des chantiers sur le réseau routier national ;

VU l'arrêté préfectoral permanent en date du 7 février 2018 du Préfet de département portant réglementation de la circulation au droit des « chantiers courants » sur le réseau routier national, hors agglomération ;

VU l'avis du conseil départemental du Haut-Rhin en date du 22 juillet 2019 ;

VU l'avis des communes d' Ostheim le 16 juillet 2019, de Ste Croix en Plaine le 18 juillet 2019 et de Colmar en date du 29 juillet 2019 ;

CONSIDÉRANT qu'un chantier de réhabilitation de chaussée de l'A35 et de la RN83 doit être engagé entre les PR 65+400 et 58+400 et qu'un chantier d'entretien de chaussée de l'A35 entre les PR 66+700 et 72+800 est nécessaire ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation ;

CONSIDÉRANT que dès lors, la réglementation de la circulation à l'occasion de ces travaux est nécessaire ;

SUR proposition de Mr le Directeur interdépartemental des routes de l'Est,

# A R R E T E

**Article 1**

Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

**Article 2**

Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

| | |
|---|---|
| VOIE | **A35 et RN 83 - Rocade de COLMAR** |
| PR + SENS | PR 65+400 de l'A35 à PR 58+400 de la RN 83 sens Mulhouse → Strasbourg<br>PR 66+700 à 72+800 de l'A35 sens Strasbourg → Mulhouse |
| NATURE DES TRAVAUX | Travaux de réhabilitation de chaussée sens Mulhouse → Strasbourg<br>Travaux de purges et d'entretien de chaussée sens Strasbourg → Mulhouse |
| PÉRIODE GLOBALE | **du mardi 6 au vendredi 23 août 2019** |
| SYSTÈME D'EXPLOITATION | Basculement de circulation,<br>Coupure d'autoroute de nuit,<br>Fermeture de bretelles,<br>Mise en place d'itinéraires de délestage et de déviation,<br>Neutralisations de voie de droite ou de gauche par une signalisation fixe ou flèches lumineuses de rabattement,<br>Limitation de vitesse. |
| SIGNALISATION TEMPORAIRE | Mise en place et responsabilité :<br>Entreprise SAERT (réhabilitation de chaussée) ou<br>DIR EST / District de Mulhouse / CEI de Sainte-Croix-en-Plaine (purges et entretien) |

**Article 3**

Les travaux seront réalisés conformément au programme ci-dessous :

| Période | Localisation | Mesures d'exploitation |
|---|---|---|
| ***PHASE 1***<br><br>Du mardi 6 août à 9h au vendredi 9 août 2019 à 12h | **A35**<br><br>PR 65+500 à 62+700 | **Basculement de circulation** de la circulation de sens Mulhouse → Strasbourg sur la chaussée opposée. Circulation en mode 1+1 / 0.<br><br>Bretelle Semm vers Strasbourg fermée.<br>Bretelle Mulhouse vers Ladhof fermée<br>Bretelle Ladhof vers Mulhouse fermée.<br>Déviations mises en place.<br><br>Vitesse limitée jusqu'à 50 km/h en début et fin de basculement.<br>Vitesse limitée à 80 km/h dans la zone basculée. |
| ***PHASE 2***<br><br>Du lundi 12 août à 9h au samedi 17 août 2019 à 12h | **A35**<br><br>PR 63+800 à 60+650 | **Basculement de circulation** de la circulation de sens Mulhouse → Strasbourg sur la chaussée opposée. Circulation en mode 1+1 / 0.<br><br>Bretelle Semm vers Strasbourg fermée.<br>Bretelle Mulhouse vers Rosenkranz fermée<br>Déviations mises en place.<br><br>Vitesse limitée jusqu'à 50 km/h en début et fin de basculement.<br>Vitesse limitée à 80 km/h dans la zone basculée. |
| ***PHASE 3a***<br>**nuits**<br>Du lundi 19 au vendredi 23 août 2019<br>de 22h00 à 6h00 | du PR 63+950 de l' **A35**<br><br>au PR 58+400 de la **RN83** | **Coupure de la section courante de l'A35 et RN83** du sens Mulhouse → Strasbourg,<br>Bretelle Mulhouse vers Rosenkranz fermée<br>Déviations mises en place<br>Vitesse limitée jusqu'à 90 km/h au droit de la coupure.<br>Vitesse limitée à 70 km/h dans la zone de travaux, de jour dans cette période. |
| ***PHASE 3b***<br>**nuits**<br>Du lundi 19 au vendredi 23 août 2019<br>de 22h00 à 6h00 | **A35**<br><br>PR 66+700 à 72+800 | **Coupure de la section courante de l'A35** du sens Strasbourg → Mulhouse ou neutralisation des voies de circulation.<br>Bretelle Semm vers Mulhouse fermée<br>Bretelle Colmar Centre vers Mulhouse fermée<br>Déviations mises en place<br>Vitesse limitée jusqu'à 90 km/h au droit de la coupure. |

**Article 4**

En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques, après avis de la Direction Interdépartementale des routes Est et dans un maximum de 3 jours calendaires après la fin de période initialement prévue. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.
Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 5**

Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :
- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein des communes citées à l'article 9.
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire des panneaux autoroutiers à messages variables et de la radio locale.

**Article 6**

La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).
La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant à l'article 2 du présent arrêté.

**Article 7**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 8**

Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 9**

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique du Haut-Rhin, le commandant du groupement départemental de gendarmerie du Haut-Rhin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera adressée aux maires de Colmar, Ostheim et Ste Croix en Plaine.

Une copie sera adressée pour information aux :
- général commandant de la région militaire de défense Nord-Est,
- directeur départemental des territoires du Haut-Rhin,
- présidente du conseil départemental du Haut-Rhin,
- directeur départemental des services d'incendie et de secours du Haut-Rhin,
- directeur départemental du service d'aide médicale urgente du Haut-Rhin,
- directeur de l'hôpital de Colmar responsable du SMUR,
- responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Fait à Colmar, le 30 juillet 2019

Le préfet
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

***signé***

Christophe MARX

*Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Strasbourg (31, avenue de la Paix, BP 51038, 67070 STRASBOURG Cedex), dans un délai de deux mois à compter de sa notification, conformément à l'article R 421-5 du Code de la Justice Administrative.*
*Dans le même délai, un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).*

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

# PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

## ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2019-DIR-Est-S-68-079

**portant arrêté particulier**
**pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant »**
**sur le réseau autoroutier national, hors agglomération**

**A35 – Restructuration de la Plateforme Douanière de St-Louis (68)**
**Aménagement de la bretelle de sortie depuis A35**
**MODIFICATIF**

**Le Préfet du Haut-Rhin**
**Chevalier de la Légion d'Honneur**
**Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 23 août 2016, paru au J.O. du 24 août 2016, portant nomination de Mr Laurent TOUVET, Préfet du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 19 septembre 2016 ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté SGAR n° 2018-433 du 28 août 2018 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers - Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU la note technique du 14 avril 2016 relative à la coordination des chantiers sur le réseau routier national ;

VU l'arrêté préfectoral permanent en date du 7 février 2018 du Préfet de département portant réglementation de la circulation au droit des « chantiers courants » sur le réseau routier national, hors agglomération ;

VU l'avis du conseil départemental du Haut-Rhin en date du 8 mars 2019 ;

CONSIDÉRANT qu'un arrêté préfectoral n°2019-DIR-Est-S-68-030 concernant les travaux de restructuration de la plateforme douanière de Saint-Louis a été signé en date du 26 avril 2019 et que ces travaux sont en cours ;

CONSIDÉRANT que des modifications de planning sont indispensables à la bonne réalisation de ce chantier et que dès lors, la modification de l'arrêté précédemment cité est nécessaire ;

SUR proposition du directeur interdépartemental des routes de l'Est,

# ARRETE

## Article 1

Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

**Il annule et remplace l'arrêté préfectoral n° 2019-DIR-Est-S-68-030 signé le 26 avril 2019 à compter du vendredi 9 août 2019 à 7h30.**

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

## Article 2

Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

| | | |
|---|---|---|
| VOIE | **A35** | |
| PR + SENS | entre les PR 125+200 et 126+100 dans les 2 sens de circulation, soit entre le diffuseur de Saint Louis (n°37) et la frontière Suisse. | |
| NATURE DES TRAVAUX | Travaux d'élargissement de la bretelle de sortie de l'A35 vers la plateforme douanière, création d'une interruption de terre-plein central (ITPC) et signalisation routière. | |
| PÉRIODE GLOBALE | **Du vendredi 9 août au mardi 8 octobre 2019.** | |
| SYSTÈME D'EXPLOITATION | 5 phases avec mesures d'exploitation spécifiques associées. | |
| SIGNALISATION TEMPORAIRE | Responsabilité :<br>**groupement COLAS-AXIMUM (mandataire COLAS)** | Mise en place, surveillance et maintenance :<br>**entreprise Aximum** |

## Article 3

Les travaux seront réalisés conformément au programme ci-dessous :

| Période | Localisation | Mesures d'exploitation |
|---|---|---|
| Du vendredi 9 août à 7h30 au mercredi 14 août 2019 à 12h<br><br>Jour et nuit | **A35**<br>entre les PR 124+700 et 126+100<br>sens France → Suisse | Réduction des largeurs des voies rapide et lente à 3,20m (déport des voies de circulation vers la gauche) |
| | **Bretelle A35**<br>vers plateforme TIR<br>sens France → Suisse | Déport de la voie de circulation de la bretelle PL vers la droite sur la chaussée élargie.<br>Maintien de la vitesse de police à 50km/h maximum. |
| **1 Nuit**<br>Du samedi 10 août à 22h au dimanche 11 août 2019 à 8h | **Bretelle A35**<br>vers plateforme TIR<br>sens France → Suisse | Fermeture de la bretelle pour réalisation de la couche de roulement. |
| Du lundi 19 août à 7h30 au jeudi 05 septembre 2019 à 12h<br><br>Jour et nuit | **A35**<br>entre les PR 124+700 et 126+100<br>sens France → Suisse | Neutralisation de la bande d'arrêt d'urgence (BAU)<br>Neutralisation ponctuelle de la voie lente hors période de pointe |
| | **Bretelle A35**<br>vers plateforme TIR<br>sens France → Suisse | Neutralisation de la voie de droite de la bretelle.<br>Maintien de la vitesse de police à 50km/h maximum. |
| **3 Nuits**<br>du lundi 9 au jeudi 12 septembre 2019<br>de 20h à 4h | **A35**<br>entre les PR 124+700 et 126+100<br>sens France → Suisse | Neutralisation de la voie lente et fermeture par micro-coupures de l'A35 pour la pose des 3 portiques de signalisation |
| **Nuit**<br>Du mardi 8 au mercredi 9 octobre 2019<br>de 20h à 4h | **Bretelle A35**<br>vers plateforme TIR<br>sens France → Suisse | Neutralisation de la voie de droite de la bretelle et fermeture par micro-coupures de la bretelle pour permettre la pose du portique de signalisation |

**Article 4**

En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques, après avis de la Direction Interdépartementale des routes Est et dans un maximum de 5 jours calendaires après la fin de période initialement prévue. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.
Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 5**

Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :
- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein des communes citées à l'article 9.
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire des panneaux autoroutiers à messages variables et de la radio locale.

**Article 6**

La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).
La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant à l'article 2 du présent arrêté.

**Article 7**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 8**

Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 9**

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique du Haut-Rhin, le commandant du groupement départemental de gendarmerie du Haut-Rhin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera adressée pour information aux :
- général commandant de la région militaire de défense Nord-Est,
- directeur départemental des territoires du Haut-Rhin,
- présidente du conseil départemental du Haut-Rhin,
- directeur départemental des services d'incendie et de secours du Haut-Rhin,
- directeur départemental du service d'aide médicale urgente du Haut-Rhin,
- directeur de l'hôpital de Mulhouse responsable du SMUR,
- responsable de la cellule juridique de la DIR-Est,

Fait à Colmar, le 30 juillet 2019

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

***signé***

Christophe MARX

*Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Strasbourg (31, avenue de la Paix, BP 51038, 67070 STRASBOURG Cedex), dans un délai de deux mois à compter de sa notification, conformément à l'article R 421-5 du Code de la Justice Administrative.*

*Dans le même délai, un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).*

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

# PRÉFET DU HAUT-RHIN

Direction interdépartementale des routes – Est
Secrétariat général / Bureau des Affaires Juridiques

**ARRÊTÉ**

**N° 2019/DIR-Est/DIR/SG/AJ/68-03 du 1er août 2019**

**portant subdélégation de signature par Monsieur Erwan LE BRIS,
directeur interdépartemental des routes – Est,
relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national,
aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national,
aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national,
et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions
civiles, pénale et administratives**

**LE DIRECTEUR DE LA DIRECTION INTERDÉPARTEMENTALE DES ROUTES – EST,**

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment son article 44, modifié par décret n° 2008-158 du 22 février 2008 ;

VU l'arrêté portant délégation de signature du 16 juillet 2019 pris par le Préfet du Haut-Rhin, au profit de Monsieur Erwan LE BRIS en sa qualité de directeur interdépartemental des routes-Est ;

SUR proposition du secrétaire général de la direction interdépartementale des routes-Est ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** En ce qui concerne le département du Haut-Rhin, subdélégation de signature est accordée par Monsieur Erwan LE BRIS, directeur interdépartemental des routes-Est, au profit des agents désignés sous les articles 2 à 6 du présent arrêté, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions, les décisions suivantes :

| Code | Nature des délégations | Textes de référence |
|---|---|---|
| | **A – Police de la circulation** | |
| | **Mesures d'ordre général** | |
| A.1 | Instruction des mesures d'interdiction et de réglementation de la circulation à l'occasion de travaux routiers sur le réseau routier national non concédé (signature par le Préfet), hors chantiers courants couverts par l'arrêté permanent en vigueur. | Art. R 411-5 et R 411-9 du CDR<br>Arrêté du 2 juillet 2009 et décret 2005-1499 du 5 décembre 2005 |
| A.2 | Police de la circulation (hors travaux) pour prendre toutes mesures d'urgence ou de court terme nécessitant de déroger aux arrêtés permanents portant réglementation de la police de circulation *(hypothèses couvertes : accident, pollution, etc.).* | Arrêté n° 20131920010 (A35)<br>Arrêté n° 20131840001 (A36)<br>Arrêté n° 20131840002 (RN59)<br>Arrêté n° 20131840003 (RN66)<br>Arrêté n° 20131840004 (RN83) |
| A.3 | Délivrance des permis de stationnement hors agglomération.<br>Avis sur les permis de stationnement délivrés par les maires en agglomération. | Art. L 113-2 du code de la voirie routière |

| | | |
|---|---|---|
| | **Circulation sur les autoroutes** | |
| A.4 | *(non délégué)* | Art. R 411-9 du CDR |
| A.5 | Autorisation de circulation de matériels de travaux publics sur autoroute. | Art. R 421-2 du CDR |
| A.6 | Dérogation temporaire ou permanente aux règles d'interdiction d'accès aux autoroutes non concédées (et voies express) à certains matériels et au personnel nécessaires à l'exécution de travaux et appartenant à la DIR-Est, à d'autres services publics ou à des entreprises privées. | Art. R 432-7 du CDR |
| | **Signalisation** | |
| A.7 | Désignation des intersections dans lesquelles le passage des véhicules est organisé par des feux de signalisation lumineux ou par une signalisation spécifique. | Art. R 411-7 du CDR |
| A.8 | Autorisation d'implantation de signaux d'indication pour les associations et organisme sans but lucratif. | Art. R 418-3 du CDR |
| A.9 | Dérogation à l'interdiction de publicité sur aires de stationnement et de service. | Art. R 418-5 du CDR |
| A.10 | *(non délégué)* | |
| A.11 | *(non délégué)* | |
| | **Barrière de dégel – Circulation sur les ponts – Pollution** | |
| A.12 | Établissement et réglementation des barrières de dégel sur les routes nationales, et autorisation de circuler malgré une barrière de dégel. | Art. R 411-20 du CDR |
| A.13 | Réglementation de la circulation sur les ponts. | Art. R 422-4 du CDR |
| | **B – Police de la conservation du domaine public et répression de la publicité** | |
| B.1 | Commissionnement des agents de l'équipement habilités à dresser procès verbal pour relever certaines infractions à la police de conservation du domaine public routier et certaines contraventions au code de la route. | Art. L 116-1 et s. du code voirie routière, et L. 130-4 code route.<br>Arrêté du 15/02/1963 |
| B.2 | Répression de la publicité illégale. | Art. R 418-9 du CDR |
| | **C – Gestion du domaine public routier national** | |
| C.1 | Permissions de voirie. | Code du domaine de l'État – Article R53 |
| C.2 | Permission de voirie : cas particuliers pour :<br>– les ouvrages de transport et de distribution d'énergie électrique,<br>– les ouvrages de transport et distribution de gaz,<br>– les ouvrages de télécommunication,<br>– la pose de canalisation d'eau, de gaz, d'assainissement. | Code de la voirie routière – Articles L113.2 à L113.7 et R113.2 à R113.11, Circ. N° 80 du 24/12/66, Circ. N° 69-11 du 21/01/69<br>Circ. N° 51 du 09/10/68 |
| C.3 | Pour les autorisations concernant l'implantation de distributeurs de carburants ou de pistes d'accès aux distributeurs sur le domaine public et sur terrain privé. | Circ. TP N° 46 du 05/06/56 – N° 45 du 27/03/58, Circ. interministérielle N° 71-79 du 26/07/71 et N° 71-85 du 26/08/71, Circ. TP N° 62 du 06/05/54 – N° 5 du 12/01/55 – N° 66 du 24/08/60 – N° 60 du |

| | | |
|---|---|---|
| | | 27/06/61, Circ. N° 69-113 du 06/11/69, Circ. N°5 du 12/01/55, Circ. N°86 du 12/12/60 |
| C.4 | Délivrance, renouvellement et retrait des autorisations d'emprunt ou de traversées à niveau des routes nationales par des voies ferrées industrielles. | Circ. N° 50 du 09/10/68 |
| C.5 | Dérogations interdisant la pose, à l'intérieur des emprises des autoroutes, de canalisations aériennes ou souterraines longitudinales. | Code de la voirie routière – Article R122.5 |
| C.6 | *(non délégué)* | Arrêté du 04/08/48 et Arrêté du 23/12/70 |
| C.7 | Délivrance des alignements et reconnaissance des limites des routes nationales. | Code de la voirie routière – Articles L112.1 à L 112.7 et R112.1 à R112.3 |
| C.8 | Conventions relatives à la traversée du domaine public autoroutier non concédé par une ligne électrique aérienne. | Décret N°56.1425 du 27/12/56, Circ. N°81-13 du 20/02/81 |
| C.9 | *(non délégué)* | Circ. N°78-108 du 23/08/78, Circ. N°91-01 du 21/01/91, Circ. N°2001-17 du 05/03/01 |
| C.10 | Convention d'entretien et d'exploitation entre l'État et un tiers. | |
| C.11 | Avis sur autorisation de circulation pour les transports exceptionnels et pour les ensembles de véhicules comportant plus d'une remorque. | Art.8 – arrêté du 4 mai 2006 |
| C.12 | Signature des transactions : protocoles d'accord amiable pour le règlement des dégâts au domaine public routier, des dommages de travaux public, des défauts d'entretien et des accidents de la circulation. | Article 2044 et suivants du code civil |
| C.13 | *(non délégué) (compétence du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers Est, en référence à l'instruction gouvernementale du 29/04/2014).* | |
| | **D – Représentation devant les juridictions** | |
| D.1 | Actes de plaidoirie et présentation des observations orales prononcées au nom de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives sous réserve des obligations de représentation obligatoire par avocat, y compris ceux liés aux mesures d'expertise. | Code de justice administrative, code de procédure civile et code de procédure pénale |
| D.2 | Réplique immédiate en cas d'apport de moyens nouveaux en cours de contradictoire à l'occasion des procédures d'urgence devant les tribunaux administratifs. | Code de justice administrative, code de procédure civile et code de procédure pénale |
| D.3 | Dépôt, en urgence devant le juge administratif, de documents techniques, cartographiques, photographiques, etc., nécessaires à la préservation des intérêts défendus par l'État et toutes productions avant clôture d'instruction. | Code de justice administrative, code de procédure civile et code de procédure pénale |
| D.4 | Mémoires en défense de l'État, présentation d'observations orales et signature des protocoles de règlement amiable dans le cadre des recours administratifs relatifs aux missions, actes, conventions et marchés publics placés sous la responsabilité de la DIR-Est. | Code de justice administrative<br>Art. 2044 et s. du Code civil |

**ARTICLE 2** : Subdélégation pleine et entière est consentie pour tous les domaines référencés sous l'article 1 ci-dessus au profit de :

- **Monsieur Antoine VOGRIG**, Directeur adjoint Exploitation
- **Monsieur Didier OHLMANN**, Directeur adjoint Ingénierie

**ARTICLE 3** : Subdélégation de signature est donnée partiellement, dans les domaines suivants référencés à l'article 1, aux personnes désignées ci-après :

1 - **Madame Colette LONGAS**, Cheffe du Service Politique Routière, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.2 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.1 – B.2 – C.1 – C.3 – C.5 – C.6 – C.10 – C.13.

2 - **Monsieur Hugues AMIOTTE**, Chef de la Division d'Exploitation de Strasbourg, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13, sur le périmètre de la Division d'Exploitation de Strasbourg.

3 - **Monsieur Mickaël VILLEMIN**, Secrétaire Général, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : B.1 – C.12 – D.1 – D.2 – D.3.

4 - **Monsieur Denis VARNIER**, Chef de la cellule gestion du patrimoine, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : C.1 – C.3 – C.5 – C.6 – C.10 – C.13.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés sous l'article 3 du présent arrêté, la subdélégation de signature qui leur est confiée sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de M. le directeur interdépartemental des routes-Est et, à défaut de cette décision :

1 - en remplacement de **Madame Colette LONGAS**, Cheffe du Service des Politiques Routières :

* par **Monsieur Florian STREB**, adjoint au Chef du Service des Politiques Routières, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.2 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.1 – B.2 – C.1 – C.3 – C.5 – C.6 – C.10 – C.13.

2 - en remplacement de **Monsieur Hugues AMIOTTE,** Chef de la Division d'Exploitation de Strasbourg :

* par **« poste vacant »**, adjoint au Chef de la Division d'Exploitation de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.
* par **Monsieur Jean-François BEDEAUX,** Chef de la Division d'Exploitation de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.
* par **Monsieur Ronan LE COZ,** Chef de la Division d'Exploitation de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

3 - en remplacement de **Monsieur Mickaël VILLEMIN**, Secrétaire Général :

* par **Madame Marie-Laure DANIEL,** responsable du bureau des ressources humaines, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : B.1.
* par **Madame Sandra ROMARY**, chargée des dossiers juridiques, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : D.1 – D.2 – D.3.
* par **Madame Christèle ROUSSEL,** chargée des dossiers juridiques, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : D.1 – D.2 – D.3.
* par **Madame Lydie WEBER,** cheffe du bureau des affaires juridiques, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : D.1 – D.2 – D.3.

**ARTICLE 5** : Subdélégation de signature est donnée partiellement, dans les domaines suivants référencés à l'article 1, et sur leur territoire de compétence, aux personnes désignées ci-après :

1 - **Monsieur Antoine OSER** Chef du District de Strasbourg, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – A.6 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

2 - **Monsieur Karim BEN AMER**, Chef du District de Mulhouse, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – A.6 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

**ARTICLE 6** : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés sous l'article 5 du présent arrêté, la subdélégation de signature qui leur est confiée sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de M. le directeur interdépartemental des routes-Est et, à défaut de cette décision :

1 - en remplacement de **Monsieur Antoine OSER**, Chef du District de Strasbourg :

* par **Monsieur Jean-Claude MOITRIER**, adjoint au Chef de District de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – A.6 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
* par **Monsieur Franck ESMIEU**, Chef du District de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – A.6 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
* par **Monsieur Christophe TEJEDO**, Chef du District de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – A.6 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
* par **Monsieur Vincent DE NARDO**, Chef du District de Remiremont, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – A.6 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par **Monsieur Rachid OMARI,** Chef du District de Nancy, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – A.6 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
* par **Monsieur Karim BEN AMER**, Chef du District de Mulhouse, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – A.6 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
* par **Monsieur Jean-François BERNAUER-BUSSIER**, Chef du District de Vitry-le-François, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – A.6 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

2 - en remplacement de **Monsieur Karim BEN AMER**, Chef du District de Mulhouse :

* par **Monsieur Christophe DOUCET**, adjoint au Chef de District de Mulhouse, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – A.6 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
* par **Monsieur Franck ESMIEU**, Chef du District de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – A.6 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
* par **Monsieur Christophe TEJEDO**, Chef du District de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – A.6 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par **Monsieur Vincent DE NARDO,** Chef du District de Remiremont, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – A.6 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
* par **Monsieur Rachid OMARI,** Chef du District de Nancy, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – A.6 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
* par **Monsieur Antoine OSER**, Chef du District de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – A.6 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
* par **Monsieur Jean-François BERNAUER-BUSSIER**, Chef du District de Vitry-le-François, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – A.6 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

**ARTICLE 7 :**Le présent arrêté emporte abrogation de l'arrêté **N° 2019/DIR-Est/DIR/SG/AJ/68-02 du 01 mai 2019**, portant subdélégation de signature, pris par Monsieur Antoine VOGRIG, Directeur de la direction interdépartementale des routes-Est par intérim.

**ARTICLE 8 :** Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et Monsieur le directeur interdépartemental des routes-Est, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à Monsieur le directeur départemental des finances publiques du Haut-Rhin, pour information.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et prendra effet le lendemain de sa publication.

Le directeur interdépartemental des routes Est,

*signé*

Erwan LE BRIS

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

ALSACE

Conseil départemental
HAUT-RHIN

PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE
DIRECTION INTERRÉGIONALE GRAND-EST
DIRECTION TERRITORIALE ALSACE

DIRECTION RESSOURCES SOLIDARITE
TARIFICATION DES ÉTABLISSEMENTS
SOCIAUX

# ARRÊTÉ

## portant notification de la décision d'autorisation budgétaire et fixation du prix de journée 2019 de l'internat du Foyer Marie-Pascale Péan à MULHOUSE

**Le Préfet du Haut-Rhin**

**La Présidente du Conseil départemental du Haut-Rhin**

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu les articles 375 à 375-8 du code civil et 1181 à 1200 du nouveau code de procédure civile ;

Vu l'ordonnance 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ;

Vu l'ordonnance 45-1845 du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions privées des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants ;

Vu le décret 46-734 du 16 avril 1946 modifié relatif aux personnes, institutions ou services recevant des mineurs délinquants ;

Vu le décret 75-96 du 18 février 1975 modifié fixant les modalités de mise en œuvre d'une action de protection judiciaire en faveur des jeunes majeurs ;

Vu les lois 82-213 du 2 mars 1982 et 82-623 du 22 juillet 1982 relatives aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu les lois 83-8 du 7 janvier 1983, 83-663 du 22 juillet 1983 et 83-1186 du 29 décembre 1983 relatives à la répartition des compétences entre les communes, les Départements, les régions et l'État ;

Vu l'arrêté du Ministre de la Justice en date du 19 décembre 2003 relatif aux modes de tarification applicables aux prestations d'action éducative délivrées par les établissements et services concourant à la protection judiciaire de la jeunesse et sous compétence tarifaire conjointe du représentant de l'État dans le département et du Président du Conseil Général ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2015 portant renouvellement d'habilitation du Foyer d'Action Éducative Marie-Pascale Péan au titre du décret n°88-949 du 6 octobre 1988 modifié relatif à l'habilitation des personnes physiques, établissements, services ou organismes publics ou privés auxquels l'autorité judiciaire confie habituellement des mineurs ou l'exécution de mesures les concernant ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 novembre 2015 portant modification d'autorisation du Foyer d'Action Éducative Marie-Pascale Péan ;

Vu la délibération de la commission permanente du Conseil Général en date du 23 juin 2011 concernant les modalités de versement du prix de journée globalisé des établissements et des services pour l'Enfance en difficulté ;

Vu la convention relative au versement du prix de journée globalisé des établissements et services de l'Enfance en difficulté en date du 3 juillet 2013 ;

Sur rapport conjoint du Directeur Territorial de la Protection Judiciaire de la Jeunesse et de la Directrice Générale des Services par intérim du Département,

**ARRÊTENT**

**ARTICLE 1** :
Pour l'exercice budgétaire de l'année 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'internat du Foyer Marie-Pascale Péan à MULHOUSE sont autorisées comme suit :

| | Groupes fonctionnels | Montant en €uros | Total en €uros |
|---|---|---|---|
| ***Charges*** | Groupe I : Charges afférentes à l'exploitation courante | 332 937 € | 2 412 979 € |
| | Groupe II : Charges afférentes au personnel | 1 616 805 € | |
| | Groupe III : Charges afférentes à la structure | 463 236 € | |
| *Résultat 2017* | Déficit | 0 € | 0 € |
| ***Recettes*** | Groupe I : Produits de la tarification | 2 301 184 € | 2 367 853 € |
| | Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation | 25 822 € | |
| | Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables | 40 847 € | |
| *Résultat 2017* | Excédent | 32 830 € | 32 830 € |
| | Reprise sur réserve de compensation des amortissements | 12 296 € | 12 296 € |

**ARTICLE 2** :
Pour l'exercice budgétaire 2019 et en application des dispositions de l'article R 314-35 du Code de l'Action Sociale et des Familles susvisé, la tarification des prestations de l'internat du Foyer Marie-Pascale Péan à MULHOUSE est fixée comme suit à compter du **1er octobre 2019** :

| Type de prestation | Montant du prix de journée |
|---|---|
| Internat & accueil séquentiel | 243,92 € |
| Placement à Domicile (PAD) | 66,90 € |
| Accueil « Jeunes majeures » | 27,38 € |

La dotation globalisée des prix de journée à la charge du Département du Haut-Rhin est fixée pour l'année **2019** à **2 290 652 €**.

**ARTICLE 3 :**
Les prix de journée applicables au 1er octobre 2019 incluent le rattrapage de l'application du 1er janvier au 30 septembre 2019 des prix de journée en vigueur depuis le 1er janvier 2019 dans l'attente de la fixation du nouveau tarif.

**ARTICLE 4 :**
Dans l'attente de la notification du tarif au titre de 2020, les prix de journée applicables à compter du **1er janvier 2020** sont fixés à :

| Type de prestation | Montant du prix de journée |
|---|---|
| Internat & accueil séquentiel | 198,60 € |
| Placement à Domicile (PAD) | 66,90 € |
| Accueil « Jeunes majeures » | 20,85 € |

**ARTICLE 5 :**
Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Nancy dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auquel il sera notifié, à compter de sa notification.

**ARTICLE 6 :**
Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

**ARTICLE 7 :**
En application des dispositions du III de l'article R 314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et au recueil des actes administratifs du Département du Haut-Rhin.

**ARTICLE 8 :**
Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Territorial de la Protection Judiciaire de la Jeunesse d'Alsace, la Directrice Générale des Services par intérim du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

COLMAR, le 29 JUIL. 2019
Fait en deux exemplaires originaux

LE PREFET

Signé : Laurent TOUVET

La Présidente
du Conseil départemental
du Haut-Rhin

Signé :

Brigitte KLINKERT

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

ALSACE

Conseil départemental
HAUT-RHIN

PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE
DIRECTION INTERRÉGIONALE GRAND-EST
DIRECTION TERRITORIALE ALSACE

DIRECTION RESSOURCES SOLIDARITE
TARIFICATION DES ÉTABLISSEMENTS
SOCIAUX

# ARRÊTÉ
## portant notification de la décision d'autorisation budgétaire et fixation du prix de journée 2019 de l'Accueil de Jour du Foyer Marie-Pascale Péan à MULHOUSE

**Le Préfet du Haut-Rhin**

**La Présidente du Conseil départemental du Haut-Rhin**

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu les articles 375 à 375-8 du code civil et 1181 à 1200 du nouveau code de procédure civile ;

Vu l'ordonnance 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ;

Vu l'ordonnance 45-1845 du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions privées des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants ;

Vu le décret 46-734 du 16 avril 1946 modifié relatif aux personnes, institutions ou services recevant des mineurs délinquants ;

Vu le décret 75-96 du 18 février 1975 modifié fixant les modalités de mise en œuvre d'une action de protection judiciaire en faveur des jeunes majeurs ;

Vu les lois 82-213 du 2 mars 1982 et 82-623 du 22 juillet 1982 relatives aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu les lois 83-8 du 7 janvier 1983, 83-663 du 22 juillet 1983 et 83-1186 du 29 décembre 1983 relatives à la répartition des compétences entre les communes, les Départements, les régions et l'État ;

Vu l'arrêté du Ministre de la Justice en date du 19 décembre 2003 relatif aux modes de tarification applicables aux prestations d'action éducative délivrées par les établissements et services concourant à la protection judiciaire de la jeunesse et sous compétence tarifaire conjointe du représentant de l'État dans le département et du Président du Conseil Général ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2015 portant renouvellement d'habilitation du Foyer d'Action Éducative Marie-Pascale Péan au titre du décret n°88-949 du 6 octobre 1988 modifié relatif à l'habilitation des personnes physiques, établissements, services ou organismes publics ou privés auxquels l'autorité judiciaire confie habituellement des mineurs ou l'exécution de mesures les concernant ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 novembre 2015 portant modification d'autorisation du Foyer d'Action Éducative Marie-Pascale Péan ;

Vu la délibération de la commission permanente du Conseil Général en date du 23 juin 2011 concernant les modalités de versement du prix de journée globalisé des établissements et des services pour l'Enfance en difficulté ;

Vu la convention relative au versement du prix de journée globalisé des établissements et services de l'Enfance en difficulté en date du 3 juillet 2013 ;

Sur rapport conjoint du Directeur Territorial de la Protection Judiciaire de la Jeunesse et de la Directrice Générale des Services par intérim du Département,

**ARRÊTENT**

**ARTICLE 1** :
Pour l'exercice budgétaire de l'année 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Accueil de Jour du Foyer Marie-Pascale Péan à MULHOUSE sont autorisées comme suit :

| | Groupes fonctionnels | Montant en €uros | Total en €uros |
|---|---|---|---|
| ***Charges*** | Groupe I : Charges afférentes à l'exploitation courante | 36 098 € | 248 411 € |
| | Groupe II : Charges afférentes au personnel | 172 272 € | |
| | Groupe III : Charges afférentes à la structure | 40 041 € | |
| *Résultat 2017* | Déficit | 0 € | 0 € |
| ***Recettes*** | Groupe I : Produits de la tarification | 247 460 € | 248 006 € |
| | Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation | 0 € | |
| | Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables | 545 € | |
| *Résultat 2017* | Excédent | 405 € | 405 € |

**ARTICLE 2** :
Pour l'exercice budgétaire 2019 et en application des dispositions de l'article R 314-35 du Code de l'Action Sociale et des Familles susvisé, la tarification des prestations de l'Accueil de Jour du Foyer Marie-Pascale Péan à MULHOUSE est fixée comme suit à compter du **1er octobre 2019** :

| Type de prestation | Montant du prix de journée |
|---|---|
| Accueil de Jour (Journée complète) | **176,57 €** |
| Accueil de Jour (demi-journée) | **88,28 €** |

La dotation globalisée des prix de journée à la charge du Département du Haut-Rhin est fixée pour l'année **2019** à **237 391 €**.

**ARTICLE 3 :**
Les prix de journée applicables au 1er octobre 2019 incluent le rattrapage de l'application du 1er janvier au 30 septembre 2019 des prix de journée en vigueur depuis le 1er janvier 2019 dans l'attente de la fixation du nouveau tarif.

**ARTICLE 4 :**
Dans l'attente de la notification du tarif au titre de 2020, les prix de journée applicables à compter du **1er janvier 2020** sont fixés à :

| Type de prestation | Montant du prix de journée |
|---|---|
| Accueil de Jour (Journée complète) | **176,25 €** |
| Accueil de Jour (demi-journée) | **88,12 €** |

**ARTICLE 5** :
Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Nancy dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auquel il sera notifié, à compter de sa notification.

**ARTICLE 6 :**
Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

**ARTICLE 7 :**
En application des dispositions du III de l'article R 314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et au recueil des actes administratifs du Département du Haut-Rhin.

**ARTICLE 8 :**
Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Territorial de la Protection Judiciaire de la Jeunesse d'Alsace, la Directrice Générale des Services par intérim du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

COLMAR, le 29 JUIL. 2019
Fait en deux exemplaires originaux

LE PREFET

Signé : Laurent TOUVET

La Présidente
du Conseil départemental
du Haut-Rhin

Signé :

Brigitte KLINKERT

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

ALSACE | Conseil départemental HAUT-RHIN

PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE
DIRECTION INTERRÉGIONALE GRAND-EST
DIRECTION TERRITORIALE ALSACE

DIRECTION RESSOURCES SOLIDARITE
TARIFICATION DES ÉTABLISSEMENTS
SOCIAUX

# ARRÊTÉ

**portant notification de la décision d'autorisation budgétaire et fixation du prix de journée 2019 du service d'Action Educative en Milieu Ouvert avec Hébergement périodique ou exceptionnel (AEMOH) de l'association "ARSEA" à MULHOUSE**

**Le Préfet du Haut-Rhin**

**La Présidente du Conseil départemental du Haut-Rhin**

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment ses articles L. 314-1 et suivants et R. 314-1 à R. 314-117 relatifs aux dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux soumis à autorisation, ainsi que ses articles L. 351-1 à L. 351-8 et R. 351-1 à R. 351-41 relatifs au contentieux de la tarification sanitaire et sociale ;

Vu les articles 375 à 375-8 du code civil et 1181 à 1200 du nouveau code de procédure civile ;

Vu l'ordonnance 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ;

Vu l'ordonnance 45-1845 du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions privées des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants ;

Vu le décret 46-734 du 16 avril 1946 modifié relatif aux personnes, institutions ou services recevant des mineurs délinquants ;

Vu le décret 75-96 du 18 février 1975 modifié fixant les modalités de mise en œuvre d'une action de protection judiciaire en faveur des jeunes majeurs ;

Vu les lois 82-213 du 2 mars 1982 et 82-623 du 22 juillet 1982 relatives aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu les lois 83-8 du 7 janvier 1983, 83-663 du 22 juillet 1983 et 83-1186 du 29 décembre 1983 relatives à la répartition des compétences entre les communes, les Départements, les régions et l'État ;

Vu l'arrêté du Ministre de la Justice en date du 19 décembre 2003 relatif aux modes de tarification applicables aux prestations d'action éducative délivrées par les établissements et services concourant à la protection judiciaire de la jeunesse et sous compétence tarifaire conjointe du représentant de l'État dans le département et du Président du Conseil Général ;

Vu l'arrêté n°2011-32816 du 27 octobre 2011 portant autorisation de création du service d'Action Éducative en Milieu Ouvert avec accueil périodique ou exceptionnel (AEMOH) à MULHOUSE ;

Vu le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;

Vu le rapport et la délibération n°CD-2018-5-4-2 du 7 décembre 2018 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour l'année 2019 ;

Vu la délibération de la commission permanente du Conseil Général en date du 23 juin 2011 concernant les modalités de versement du prix de journée globalisé des établissements et des services pour l'Enfance en difficulté ;



100 avenue d'Alsace
BP 20351
68006 Colmar Cedex

Tél. 03 89 30 68 43
Fax 03 89 21 72 81
tarif.etab@haut-rhin.fr
www.haut-rhin.fr

Vu la convention relative au versement du prix de journée globalisé des établissements et services de l'Enfance en difficulté signée le 22 janvier 2016 ;
Vu les propositions budgétaires formulées par l'Association « ARSEA » et la tenue de la procédure contradictoire prévue par les articles R. 314-21 et suivants du CASF ;

Sur rapport conjoint du Directeur Territorial de la Protection Judiciaire de la Jeunesse et de la Directrice Générale des Services par intérim du Département,

**ARRÊTENT**

**ARTICLE 1er** :
Pour l'exercice budgétaire 2019, les dépenses et les recettes prévisionnelles du service d'AEMOH de MULHOUSE sont autorisées comme suit :

| | Groupes fonctionnels | Montant (€) | Total (€) |
|---|---|---|---|
| ***Dépenses*** | Dépenses afférentes à l'exploitation courante (Groupe I) | 51 577,00 € | 512 496,69 € |
| | Dépenses afférentes au personnel (Groupe II) | 419 522,00 € | |
| | Dépenses afférentes à la structure (Groupe III) | 41 397,69 € | |
| | *Incorporation du résultat (déficit 2017)* | *-4 512,79 €* | -4 512,79 € |
| | *Incorporation amortissements excédentaires différés* | *-30 173,52 €* | -30 173,52 € |
| ***Recettes*** | Produits de tarification (Groupe I) | 547 183,00 € | 547 183,00 € |
| | Autres produits relatifs à l'exploitation (Groupe II) | 0,00 € | |
| | Produits financiers et produits non encaissables (Groupe III) | 0,00 € | |
| | *Incorporation du résultat (excédent 2017)* | *0,00 €* | 0,00 € |

**ARTICLE 2** :
Pour l'exercice budgétaire 2019 et en application des dispositions de l'article R 314-35 du Code de l'Action Sociale et des Familles susvisé, la tarification du service d'AEMOH de MULHOUSE de l'ARSEA est fixée comme suit à compter du **1er octobre 2019** à **70,43 €** par jour.

La dotation globalisée des prix de journée à la charge du Département du Haut-Rhin est fixée pour l'année **2019** à **547 183 €**.

**ARTICLE 3 :**
Le prix de journée applicable au 1er octobre 2019 inclut le rattrapage de l'application du 1er janvier au 30 septembre 2019 du prix de journée en vigueur depuis le 1er janvier 2019 dans l'attente de la fixation du nouveau tarif.

**ARTICLE 4 :**
Dans l'attente de la notification du tarif au titre de 2020, le prix de journée applicable à compter du **1er janvier 2020** est fixé à **70,55 €.**

**ARTICLE 5** :
La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes et organismes auxquels elle est notifiée, de sa notification.

**ARTICLE 6** :
Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

**ARTICLE 7** :
En application des dispositions du III de l'article R 314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le tarif fixé à l'article 2 et 4 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et au recueil des actes administratifs du Département du Haut-Rhin.

**ARTICLE 8** :
Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Territorial de la Protection Judiciaire de la Jeunesse d'Alsace, la Directrice Générale des Services par intérim du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

COLMAR, le 30 JUIL. 2019

Fait en deux exemplaires originaux

LE PREFET

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Signé: Christophe MARX

La Présidente
du Conseil départemental
du Haut-Rhin

Signé:

Brigitte KLINKERT